



CAPSSA

Rapport régulier au contrôleur
(RSR-SFCR)
2019



Caisse de prévoyance
des agents de la Sécurité Sociale et assimilés
2 ter, boulevard Saint-Martin
75010 PARIS

Contenu

1. ACTIVITE ET RESULTATS	6
1.1. ACTIVITE	6
1.1.1. STATUT ET CADRE JURIDIQUE	6
1.1.2. OBJECTIFS & POSITIONNEMENT	6
1.1.3. SUIVI LEGAL OU REGLEMENTAIRE IMPORTANT	7
1.1.4. TENDANCES ET FACTEURS QUI CONTRIBUENT AU DEVELOPPEMENT, AU RESULTAT	7
1.1.5. STRATEGIE ET DELAIS CORRESPONDANTS	7
1.2. RESULTATS DE SOUSCRIPTION	8
1.2.1. EVOLUTIONS DES COTISATIONS ET DES DECAISSEMENTS	8
1.2.2. EVOLUTIONS DES CHARGES DE PROVISIONS	9
1.2.3. MARGE NETTE TECHNIQUE	10
1.2.3. COMPTES DE RESULTATS TECHNIQUES	11
1.2.4. RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES	13
1.3. RESULTATS DES INVESTISSEMENTS	14
1.3.1. RESULTATS DES INVESTISSEMENTS	14
1.4. RESULTATS DES AUTRES ACTIVITES	17
2. SYSTEME DE GOUVERNANCE	17
2.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE	17
2.1.1. LE DISPOSITIF	17
2.1.2. LES DELEGATIONS DE RESPONSABILITES	27
2.1.3. CHANGEMENTS IMPORTANTS DU SYSTEME DE GOUVERNANCE	27
2.2. EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE	29
2.2.1. PERSONNES CONCERNEES DANS L'INSTITUTION	29
2.2.2. CONDITION D'HONORABILITE DES ADMINISTRATEURS, DES DIRIGEANTS EFFECTIFS ET DES RESPONSABLES DE FONCTIONS CLES	29
2.2.3. EVALUATION DE L'APTITUDE DES ADMINISTRATEURS EFFECTIFS	29
2.2.4. EVALUATION DE L'APTITUDE DES DIRIGEANTS EFFECTIFS	30
2.2.5. EVALUATION DE L'APTITUDE DES PORTEURS DES FONCTIONS CLES	30
2.2.6. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET PERSPECTIVES	30
2.3. SYSTEME DE GESTION DES RISQUES	31
2.3.1. DESCRIPTION DU SYSTEME DE GESTION DES RISQUES	31
ORGANISATION ET INTEGRATION DE LA GESTION DES RISQUES	32
2.3.2. FOCUS SPECIFIQUE SUR DIFFERENTS RISQUES	32
2.3.3. PROCESSUS D'EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE (ORSA)	33
2.4. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE	34
2.4.1. DESCRIPTION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE	34
2.4.2. CONFORMITE DES ACTIVITES DE L'INSTITUTION	36
2.4.3. SYNTHESE DES MISSIONS ACCOMPLIES	37
2.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE	38
2.5.1. ACTIVITE DE L'AUDIT INTERNE LORS DE L'EXERCICE 2019	38
2.5.2. MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE	39
2.5.3. INDEPENDANCE DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE	39
2.5.4. DESCRIPTION DE LA POLITIQUE D'AUDIT INTERNE	39
2.5.5. DESCRIPTION DU PLAN D'AUDIT INTERNE	39
2.6. FONCTION ACTUARIELLE	40

2.6.1. STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FONCTION ACTUARIELLE.....	40
2.6.2. REALISATION 2018 ET PERSPECTIVES 2019	41
2.7. SOUS-TRAITANCE	42
2.8. EVALUATION DE L'ADEQUATION DU SYSTEME DE GOUVERNANCE A LA NATURE, L'AMPLEUR ET LA COMPLEXITE DES RISQUES DE L'ENTREPRISE.....	44
3. PROFIL DE RISQUE	46
3.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION	46
3.1.1. ANALYSE DES RISQUES DE SOUSCRIPTION	46
3.1.2. INDICATEURS DE SUIVI ET MESURE D'ATTENUATION	47
3.1.3. CONCENTRATION ASSOCIEE AU RISQUE DE SOUSCRIPTION	48
3.1.4. ANALYSE DE SENSIBILITE.....	48
3.2. RISQUE DE MARCHE	48
3.2.1. ANALYSE DES RISQUES DE MARCHE	49
3.2.2. INDICATEURS DE SUIVI ET MESURE D'ATTENUATION	49
3.2.3. CONCENTRATION ASSOCIE AU RISQUE DE MARCHE.....	50
3.2.4. ANALYSE DE SENSIBILITE.....	50
3.2.5. LISTE DES ACTIFS ET PRINCIPE DE LA PERSONNE PRUDENTE	52
3.3. RISQUE DE CREDIT	53
3.3.1. DESCRIPTION DU RISQUE, INDICATEUR DE SUIVI ET MESURE D'ATTENUATION	53
3.3.2. CONCENTRATION ASSOCIE AU RISQUE DE CREDIT	54
3.4. RISQUE DE LIQUIDITE	54
3.4.1. DESCRIPTION DU RISQUE, INDICATEUR DE SUIVI ET MESURE D'ATTENUATION	54
3.4.2. DESCRIPTION DES TECHNIQUES D'ATTENUATION DU RISQUE ET PROCEDURES DE VERIFICATION DE L'EFFICACITE DE CES TECHNIQUES	55
3.5. RISQUE OPERATIONNEL.....	56
3.5.1. DESCRIPTION DU RISQUE, INDICATEUR DE SUIVI ET MESURE D'ATTENUATION	56
3.5.2. CONCENTRATION ASSOCIEE AU RISQUE OPERATIONNEL.....	58
3.5.3. VALORISATION, SUIVI ET ATTENUATION DES RISQUES OPERATIONNELS	58
3.5.4. SITUATION A FIN 2019 ET PERSPECTIVES 2020	59
3.5.5. ANALYSE DE LA RESILIENCE DU DISPOSITIF	59
3.6. AUTRES RISQUES IMPORTANTS	60
3.7. AUTRES INFORMATIONS.....	61
4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE.....	65
4.1. PLACEMENTS FINANCIERS.....	65
4.1.1. CLASSEMENT	65
4.1.2. METHODE DE VALORISATION.....	66
4.1.3. VALORISATION COMPTABLE ET PRUDENTIELLE	67
4.2. PROVISIONS TECHNIQUES	67
4.2.1. CLASSEMENT DES PROVISIONS	68
4.2.2. HYPOTHESES DE PASSIFS	68
4.2.3. PRISE EN COMPTE DE MESURES SPECIFIQUES SOLVABILITE 2	69
4.2.4. CALCUL DE LA MARGE POUR RISQUE.....	69
4.2.5. EVOLUTION DE LA VALORISATION PRUDENTIELLE.....	69
4.2.6. ECART AVEC LES PROVISIONS EN NORME SOCIALE	70
4.2.7. NIVEAU D'INCERTITUDE	70
4.3. IMPOTS DIFFERES	70
4.4. AUTRES ACTIFS & AUTRES PASSIFS	71

4.5.	METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES.....	71
5.	GESTION DU CAPITAL	71
5.1.	FONDS PROPRES ADMIS EN COUVERTURE	71
5.1.1.	PRINCIPES DE GESTION DU CAPITAL EN NORME SOCIALE	71
5.1.2.	ECART AVEC LE BILAN SOCIAL ET PRISE EN COMPTE DE MESURES SPECIFIQUES S2	72
5.1.3.	COMPOSITION DES FONDS PROPRES EN NORME PRUDENTIELLE.....	72
5.2.	CAPITAL DE SOLVABILITE ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS.....	73
5.2.1.	SCR, MCR ET RATIOS DE COUVERTURE.....	73
5.2.2.	DECOMPOSITION DU SCR PAR MODULE DE RISQUE A FIN 2019	74
5.2.3.	EVOLUTION DES COMPOSANTES DU SCR	75
5.3.	UTILISATION DU SOUS MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU SCR	78
5.4.	UTILISATION D’UN MODELE INTERNE	78
5.5.	NON-RESPECT DU MCR ET DU SCR	78

Synthèse

L'année 2019 est la 4^{ème} année d'application de la nouvelle gouvernance définie par la Directive Européenne Solvabilité 2.

Elle est caractérisée par le renforcement de l'approche de la gestion des risques déployée par les fonctions clés gestion des risques, actuariat, audit interne et conformité. Le choix a été fait d'avoir en interne quatre collaborateurs spécialisés.

L'ensemble des travaux dédiés à la gestion des risques concourent à la maîtrise du régime de prévoyance. Ainsi, le pilotage du régime sous Solvabilité 2 s'en trouve renforcé.

Ces travaux auront permis d'affiner les engagements d'assurance, de poursuivre les améliorations en continu mises en exergue par l'audit interne, de produire des indicateurs nouveaux dans le pilotage des risques, dont les risques financiers. C'est aussi un travail de maîtrise des risques engagé principalement par la mise en place exhaustive des recommandations formulées par l'Autorité de contrôle au cours de sa mission sur l'exercice 2016.

Ces éléments renforcent la connaissance et le pilotage de la gouvernance Institutionnelle. En effet, des mesures de risques dans le domaine financier lui sont régulièrement produites. Les scénarios prospectifs d'analyse de risque et d'évaluation de la solvabilité du régime auront permis de démontrer, encore cette année, la très bonne résistance du régime de prévoyance à de potentielles menaces ou enjeux futurs.

De même, les politiques de risques auront été revues pour répondre au mieux aux attendus de la Directive européenne, complétée par ailleurs par des bilans des actions entreprises de mise en application.

Enfin, de nombreuses études sont présentées à la gouvernance institutionnelle, lui permettant ainsi de prendre, en sécurité, ses décisions.

L'année 2019 a été par ailleurs marquée par la mise en place effective du prélèvement à la source sur les revenus de remplacement versés ainsi que la continuité de réformes d'importance comme le Règlement Général sur la Protection des Données et une nouvelle gestion de la Contribution Générale de Solidarité par remboursement, sans pour autant se dédouaner de toutes les contraintes réglementaires en vigueur, qui pour certaines, accroissent leurs exigences.

Enfin, l'année 2019 aura surtout et principalement été marquée par l'amélioration des garanties du régime de prévoyance pour les garanties décès et invalidité à compter du mois de janvier.

Cette année, le ratio de solvabilité de 330 % est en légère baisse par rapport à 2018 (383%), en conséquence des améliorations des garanties proposées, mais il reste largement au-delà des 100 % réglementaires et des 250 % escomptés.

1. ACTIVITE ET RESULTATS

1.1. Activité

1.1.1. Statut et Cadre juridique

La Caisse de Prévoyance des Agents de la Sécurité Sociale et Assimilés (CAPSSA) est une Institution de prévoyance régie par le Code de la Sécurité Sociale.

Elle est immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro 398 595 397 et son siège social se situe à Paris 10.

Elle fonctionne en conformité avec les dispositions du Titre III du Livre IX du dit code.

Elle est autorisée à fonctionner en application de l'article L.931-4 du Code de la Sécurité Sociale, par arrêté ministériel en date du 20 juillet 1994.

L'autorité chargée du contrôle de l'Institution est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, sise 4 Place de Budapest CS 92459 75436 PARIS CEDEX 09.

La Caisse de Prévoyance a donné mandat pour la certification de ses comptes annuels et la réalisation d'audits au cabinet « Baker Tilly STREGO » situé 16 rue de Monceau 75008 Paris, représenté par Madame Isabelle Guit, Associée.

L'Institution est composée de 30 collaborateurs au 31 décembre 2019 (y compris les deux dirigeants effectifs).

1.1.2. Objectifs & Positionnement

L'Institution a pour objet d'assurer à ses membres participants des prestations complémentaires de prévoyance à celles accordées par la législation du régime général de la Sécurité Sociale.

L'Institution assure le régime de prévoyance complémentaire des organismes de Sécurité Sociale et Assimilés. Celui-ci, mis en place par un accord collectif du 24 Décembre 1993, a été modifié par le protocole de 1998, lui-même amendé en 2004, 2010 et 2011. Il offre des garanties décès et après-décès ainsi qu'une invalidité aux salariés relevant de cet accord.

Ainsi, l'Institution a des agréments pour les branches d'activité 2 « maladie » et 20 « vie décès ». Elle exerce son activité en France métropolitaine et dans les DOM-COM.

Du fait de son positionnement et de son activité, les résultats de l'Institution sont impactés par l'évolution:

- De la population des organismes de Sécurité Sociale et de la masse salariale associée
- De la sinistralité de la population assurée (taux d'entrée en invalidité, taux de mortalité) ainsi que de la longévité des prestataires
- Des marchés financiers
- De l'environnement réglementaire et fiscal

1.1.3.Suivi légal ou réglementaire important

A l'instar des années précédentes, l'année 2019 aura été marquée par des réformes réglementaires d'importance dont les impacts sont prégnants pour le régime de prévoyance. Le prélèvement à la source aura ainsi nécessité d'intégrer, au cœur des processus de gestion, un nouveau prélèvement, impactant de fait le système d'information et sa gestion.

Si ce nouveau dispositif réglementaire était anticipé depuis 2018, la mise en œuvre d'une nouvelle tranche intermédiaire et rétroactive de CSG dont les modalités ont été connues en fin d'année 2018 pour réalisation effective au plus tôt en 2019, aura contraint l'Institution à modifier son système d'information dans des temps très court.

Le déploiement des principes du RGPD, règlement européen sur la protection des données s'est poursuivi sur des périmètres spécifiques. Compte tenu de l'extrême densité du règlement, formulé en termes de principes, des opérations de sécurisation devront encore se prolonger les prochaines années. Force est de constater que la totalité des contraintes réglementaires récentes auront également induit en 2019 un accroissement de leurs exigences sur les systèmes de gestion et d'information.

1.1.4.Tendances et facteurs qui contribuent au développement, au résultat

Lié à son positionnement, les facteurs de développement du régime suivent les changements de la population protégée. La traduction en est faite directement par le nombre de personnes protégée, son évolution ainsi que celles de la masse salariale. La variation des effectifs du régime général de la sécurité sociale en est le principal levier.

1.1.5.Stratégie et délais correspondants

La stratégie d'une meilleure intégration dans l'univers numérique a été actée en 2019. Elle se traduira par la mise en place d'un site institutionnel rénové offrant une information plus ciblée ainsi qu'à terme la possibilité d'offrir des services en ligne, notamment par la mise en place d'outils pour faciliter les échanges d'informations.

1.2. Résultats de souscription

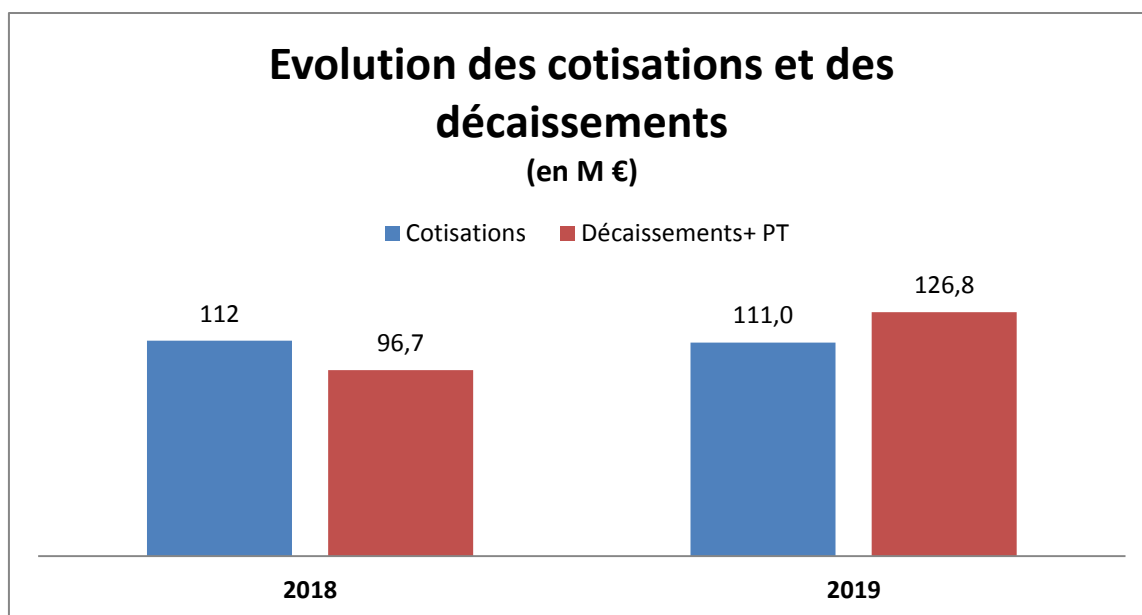
1.2.1 Evolutions des cotisations et des décaissements

L'exercice 2019 est comme l'exercice précédent marquée par une diminution des cotisations soit moins de 1% et par une hausse de 31,13 % des charges de prestations (avec variation des provisions techniques).

La baisse des cotisations provient de l'évolution de la structure des effectifs de la Sécurité Sociale (tendance à la baisse).

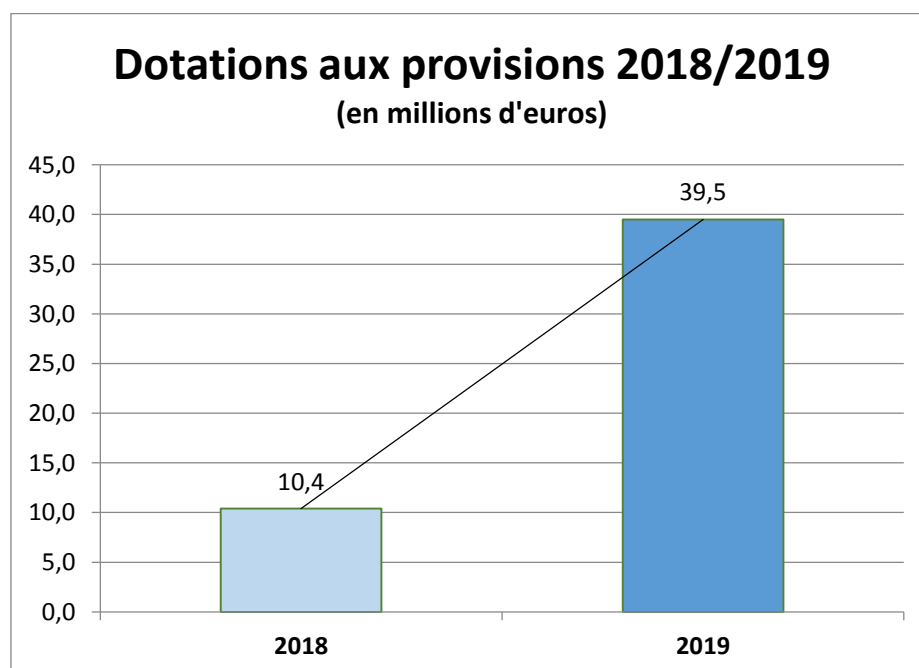
L'augmentation des provisions de 29,2 M€ s'explique par la revalorisation, l'amélioration des garanties et la baisse des taux techniques en 2019.

Evolutions des cotisations et des charges de prestations (en M €)				
	2018	2019	2019-2018	△ (+/-)
Cotisations				
Décès	23,5	23,3	-0,2	-0,85%
Frais d'obsèques	1,1	1,1	0,0	0,00%
Rentes de conjoints survivants	22,4	22,2	-0,2	-0,89%
Rente Education	6,2	6,1	-0,1	-1,61%
Pension d'invalidité	58,8	58,3	-0,5	-0,85%
Total	112,0	111,0	-1,0	-0,89%
Prestations hors frais règlements				
Décès	10,5	11,8	1,3	12,38%
Frais d'obsèques	0,8	0,7	-0,1	-8,59%
Rentes de conjoints survivants	12,8	13,0	0,2	1,56%
Rente Education	4,0	4,2	0,2	4,29%
Pension d'invalidité	58,2	57,5	-0,7	-1,20%
Variation PSAP	7,6	-9,9	-17,5	230,26%
Variation PM	2,8	49,5	46,7	-1667,86%
Total	96,7	126,8	30,1	31,13%



1.2.2 Evolutions des charges de provisions

L'année 2019 est caractérisée par une forte hausse de la charge des provisions à constituer en comparaison avec l'exercice 2018, l'appréhension dans le calcul des provisions de l'amélioration des garanties en étant la raison majeure.



La représentation graphique de l'évolution de la variation de provision traduit significativement l'exercice 2019 avec une forte augmentation des charges de provision pour l'exercice.

Les Provisions techniques brutes :

En M€

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	2019/2018	△(+/-)	2018/2017	△(+/-)
Provisions mathématiques							
Non vie (invalidité)	329,3	319,3	329,3	10,0	3,1%	-10,0	-3,0%
Vie	428,9	441,7	481,1	39,4	8,9%	12,8	3,0%
Provisions pour sinistre à payer							
Non vie (invalidité)	16,4	18,9	17,1	-1,8	-9,4%	2,5	15,2%
Vie	41,5	46,6	38,4	-8,2	-17,6%	5,1	12,4%
Total	816,0	826,4	865,9	39,5	4,8%	10,4	1,3%

Les dotations aux provisions 2019 sont également caractérisées par une évolution du taux technique, la revalorisation et l'amélioration des garanties.

Entre les inventaires de fin décembre 2018 et fin décembre 2019 le taux technique non-vie passe de 0,62 % à 0,37 % et le taux technique vie de 0,25 % à 0 %.

1.2.3 Marge nette technique

	2018	2019	2019-2018	△ (+/-)
Cotisations	112	111,0	-1,00	-0,89%
Décaissements+ PT	96,7	126,8	30,10	31,13%
Marge nette technique	15,3	-15,8	-31,10	-203,30%

La marge technique sur l'exercice 2019 est déficitaire de 15,8 millions d'euros.

1.2.4 Comptes de résultats techniques

Comptes de résultats techniques 2017-2019			
Opérations nettes VIE	Exercices		
En K€	2017	2018	2019
<i>Cotisations</i>	54 059	53 167	52 761
<i>Produits net des placements</i>	11 593	12 209	21 395
<i>Autres produits techniques</i>	8	11	8
<i>Charges des sinistres dont provisions</i>	- 28 020	- 34 215	- 22 546
<i>Charge des provisions d'assurance vie</i>	924	12 791	39 431
<i>Primer de réassurance</i>	-	66	113
<i>Frais d'administration</i>	- 435	- 448	- 465
<i>Charges des placements</i>	- 5 565	- 11 242	- 8 406
<i>Autres charges techniques</i>	- 650	- 637	- 692
Résultat technique VIE	31 914	5 988	2 511

Opérations nettes NON-VIE	Exercices		
En K€	2017	2018	2019
<i>Cotisations</i>	59 749	58 763	58 315
<i>Autres produits techniques</i>	-	-	-
<i>Produits des placements alloués</i>	4 430	670	8 661
<i>Charges des sinistres dont provisions</i>	- 58 472	- 61 655	- 56 742
<i>Charge des provisions d'assurance vie</i>	742	10 010	10 037
<i>Frais d'administration</i>	- 628	- 654	- 694
<i>Autres charges techniques</i>	- 713	- 697	- 759
Résultat technique NON-VIE	5 108	6 437	1 256

Comptes non techniques 2017-2019		Exercices		
En K€		2017	2018	2019
Résultat technique VIE (1)		31 914	5 988	2 511
Résultat technique NON-VIE (2)		5 108	6 437 -	1 256
<i>Revenus des placements</i>		10 395	10 381	14 209
<i>Autres produits des placements</i>		1 937	1 477	5 797
<i>Plus-values réalisées</i>		1 037	1 712	2 828
Produits nets des placements		13 369	13 570	22 834
<i>Frais de gestion int. et ext. des placements</i>	-	740	588	693
<i>Autres charge des placements</i>	-	5 678	11 720	7 454
<i>Pertes sur réalisation des placements</i>		-	187	823
Charge des placements	-	6 418	12 495	8 970
Prod. des plts transférés au compte technique non-vie	-	4 430	670	8 661
Autres produits non techniques		411	307	204
Autres charges non techniques	-	281	144	159
<i>Produits exceptionnels</i>		5	2	17
<i>Charges exceptionnelles</i>	-	1	6	2
Résultats Exceptionnel		4	8	16
<i>Impôt sur les sociétés</i>	-	8 659	5 246	3 551
Résultat des opérations non techniques (3)	-	6 004	4 686	1 713
Résultat de l'exercice (1+2+3)		31 018	7 739	2 968

Malgré la dégradation de la marge technique, le résultat de l'exercice 2019 (+ 2,968 M€) est excédentaire. Le résultat financier 2019 permet ce constat. La bonne performance de la gestion des actifs permet de couvrir la marge technique négative de l'exercice. Les performances financières seront déclinées par la suite dans le rapport.

1.2.5 Résultats des 5 derniers exercices

Résultat des 5 derniers exercices (en K€)	2015	2016	2017	2018	2019
<i>Postes</i>					
<i>Cotisations brutes de réassurance</i>	113 497	112 785	113 808	111 930	111 076
<i>Cessions en réassurances</i>				- 66	- 113
<i>Cotisations nettes de réassurance</i>	113 497	112 785	113 808	111 864	110 963
<i>Charges de Prestations</i>	-135 198	-113 895	- 83 064	- 96 675	- 126 769
MARGE APRES DOTATION AUX PROVISIONS TECHNIQUES	- 21 701	- 1 110	30 744	15 189	- 15 806
<i>Autres produits non techniques</i>	668	361	411	307	205
<i>Autres charges non techniques</i>	- 324	- 230	- 281	- 144	- 159
Résultat financier	14 164	15 748	12 979	2 043	26 853
Frais de gestion	- 4 198	- 4 146	- 4 180	- 4 402	- 4 589
Résultat exceptionnel	- 27	- 1	4	- 8	15
Impôt sur sociétés	-	- 1 402	- 8 659	- 5 246	- 3 551
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 11 418	9 220	31 018	7 739	2 968

Si le résultat 2019 est positif, il reste en deçà des résultats des 3 exercices précédents.

1.3. Résultats des investissements

1.3.1 Résultats des investissements

Le résultat financier issu de la gestion des actifs financiers est de :

- **26 854 K€ en 2019 ;**
- **2 042 K€ en 2018.**

Le résultat financier 2019 se décompose ainsi

RESULTAT FINANCIER (en K€)	2018	2019
Revenus des placements immobiliers	175	180
Revenus des autres placements (obligations)	3 259	3 796
Livret Institutionnel	118	170
Produits d'autres placements (OPCVM)	3 253	5 478
Décote sur obligations		
Autres revenus (FCPI, OPCI)	16 168	23 378
Reprise sur provisions	2 805	11 229
TOTAL PRODUITS DES PLACEMENTS	25 778	44 231
Frais de gestion interne des placements	245	956
Frais de gestion externe des placements	766	256
Charges des placements immobiliers	105	346
Frais de gestion mandat obligataire		
Charge de cession sur titre	303	1 595
Commissions de souscription	52	
Surcote d'obligations	4	
Dotation aux provisions pour dépréciation	22 261	14 224
TOTAL FRAIS FINANCIERS	23 736	17 377
RESULTAT	2 042	26 854

Le résultat financier réalisé est donc en forte augmentation entre 2018 et 2019, soit plus 24,8 millions d'euros.

Cette évolution provient :

- De l'évolution favorable des marchés financiers en lien avec la politique de placement de l'Institution ;
- L'exercice 2018 avait constaté une augmentation significative de la dotation aux provisions pour dépréciation. Les performances de l'année 2019 ont permis de « reprendre » en partie ces provisions. Il est constaté une reprise de plus de 11 millions d'euros.

Tableau des provisions par catégorie de titres en k€

Catégorie de titres	Dotations aux provisions	Reprise de provisions	impact résultat 2019	impact résultat 2018
FCPI	12 089	2 573	-9 516	-10 366
OPCVM	2 135	6 070	3 935	-6 495
Obligations		2 586	2 586	-2 381
Total	14 224	11 229	-2 995	-19 242

- Le portefeuille se répartit de la façon suivante :

A°) En valeur historique :

Structure des placements 2018 -2019 (en K€)	2018	2019	△ 19/18	Répartition 2018	Répartition 2019
<u>En valeur d'acquisition net de frais d'achat</u>					
OPCVM Monétaires	673 592	654 741	- 18 851	63%	60%
FPCI non cotés (Private Equity)	95 601	100 007	4 406	9%	9%
OPCVM Actions	88 891	99 791	10 900	8%	9%
Obligations	66 000	80 500	14 500	6%	7%
OPCVM Obligataires	32 152	45 795	13 643	3%	4%
OPCI (placement collectif en immobilier)	12 307	21 715	9 408	1%	2%
Parts de Sociétés		19 502	19 502	0%	2%
Fonds en dépôt sur livret d'épargne institutionnel	46 120	17 701	- 28 419	4%	2%
Part de FCT (Fonds commun de titrisation)	18 000	15 571	- 2 429	2%	1%
Placement immobiliers	12 847	12 847	-	1%	1%
OPCVM de trésorerie dynamique	13 490	11 695	- 1 795	1%	1%
Obligations Convertibles	4 748	5 053	305	0%	0%
OPCVM de gestion alternative	2 094	2 094	- 0	0%	0%
Autres prêts et assimilés	5	4	- 1	0%	0%
Total	1 065 847	1 087 014	21 167	100%	100%

La politique des placements « en personne prudente » est caractérisée par une part majoritaire du portefeuille dans des fonds prudents. Ainsi, en 2019, les actifs monétaires représentent 60 % des placements du portefeuille.

La structure de ce portefeuille n'a pas connu d'évolution significative entre 2018 et 2019.

B°) En valeur de marché :

Structure des placements 2018 - 2019 (en K€)	2017	2018	2019	△ 19/18	Répartition 2018 %	Répartition 2019 %
<u>En valeur de marché</u>						
OPCVM Monétaires	675 774	670 920	652 306	- 18 614	64%	60%
OPCVM Actions	120 260	104 107	135 097	30 990	10%	12%
Obligations	52 512	62 733	80 334	17 601	6%	7%
FPCI non cotés (Private Equity)	72 793	67 379	63 129	- 4 250	6%	6%
OPCVM Obligataires	45 861	32 330	45 722	13 392	3%	4%
OPCI (placement collectif en immo)	16 868	14 135	22 711	8 576	1%	2%
Parts de Sociétés			19 502	19 502	0%	2%
Fonds en dépôt sur livret d'épargne	25 728	46 120	17 701	- 28 419	4%	2%
Parts de FCT (Fonds commun de t	18 379	18 167	15 856	- 2 311	2%	1%
OPCVM de trésorerie dynamique	8 537	11 810	12 441	631	1%	1%
Placement immobiliers	10 700	10 930	11 300	370	1%	1%
Obligations Convertibles	4 895	4 502	5 094	592	0%	0%
OPCVM de gestion alternative	1 971	1 852	2 037	186	0%	0%
Autres prêts et assimilés	6	5	4	- 1	0%	0%
Total	1 054 283	1 044 990	1 083 235	38 244	100%	100%

La valorisation du portefeuille en valeur de marché montre une structure quasi-identique, avec une stabilité dans la répartition des actifs.

- **Le rendement des actifs :**

Le rendement comptable des actifs (sans prise en compte des plus-values latentes du portefeuille) :

	2015	2016	2017	2018	2019
Taux de rendement des actifs	1,53%	1,64%	1,30%	0,20%	2,48%

La forte baisse des marchés financiers, en fin d'année 2018, avait engendré une augmentation des dotations aux provisions. Pour l'exercice 2019, la hausse de l'ensemble des indicateurs financiers a permis une correction des provisions financières.

Les taux de rendement constatés traduisent, dans la structure du portefeuille, la prédominance des actifs sans risque.

- **Les plus-values latentes :**

Ces dernières s'établissent, au 31 décembre 2019, à 43,002 M€ contre 23,292 M€ au 31 décembre 2018 (soit + 19,71K€).

1.4. Résultats des autres activités

L'institution, de par son patrimoine immobilier exerce une activité de location immobilière.

- Par la mise en gestion du parking de son siège de 180 places.
- Par la location d'une partie de son 5^{ème} étage à l'Institut 4.10.

- Les revenus de cette activité se répartissent de la façon suivante :

En euros	2 018	2 019
LOYERS SAEMES (Gestion du Parking)	127 855,00	130 658,00
LOYERS INSTITUT 4,10	41 698,00	42 559,00
LOYERS PARKINGS Annexe	5 903,00	7 134,00
Total	175 456,00	180 351,00

2. SYSTEME DE GOUVERNANCE

2.1. Informations générales sur le système de gouvernance

2.1.1. Le Dispositif

Le dispositif actuel repose sur l'organisation décrite ci-après.

a- Le Conseil d'administration

a-1- Composition :

La gouvernance de l'Institution est assurée par un conseil paritaire composé de vingt membres comprenant :

- Un collège de dix administrateurs titulaires et de dix administrateurs suppléants représentant le collège employeur,
- Un collège de dix administrateurs titulaires et de dix administrateurs suppléants représentant le collège salarié, à raison de deux titulaires et de deux suppléants par Fédération Syndicale Nationale.

Il élit un Président et un Vice-Président pour un mandat de deux ans par alternance entre les deux collèges.

a-2- Attributions :

Conformément aux articles R.931-3-11 et suivants du Code de la sécurité sociale, le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité et veille à leur mise en œuvre.

Ainsi, il :

- Se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'Institution et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent
- Nomme un bureau et éventuellement une ou plusieurs commissions
- Détermine les orientations de la politique d'action sociale et délègue à la commission d'action sociale sa mise en œuvre sur la base d'un Règlement intérieur qu'il approuve
- Arrête le budget, les comptes, ainsi que le rapport de gestion conformément à la réglementation du Code de la sécurité sociale, ainsi que le rapport de solvabilité
- Décide la revalorisation des prestations prévues par le régime de prévoyance, à l'exception du capital décès
- Nomme, révoque le Directeur Général
- Nomme, révoque sur proposition du Directeur Général, une ou des personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué
- Détermine la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués et fixe les modalités de leur contrat de travail le cas échéant
- Détermine, en accord avec le Directeur Général, l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués
- Définit les cas dans lesquels les dirigeants effectifs (Directeur Général et Directeur Général Délégué) sont absents ou empêchés de manière à garantir la continuité de la direction effective,
- Autorise les conventions visées à l'article R. 931-3 -24 du Code de la Sécurité sociale,
- Décide de souscrire tout contrat ou convention
- Procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns
- Autorise les cautions, avals et garanties donnés par l'Institution et ce dans les conditions de l'article R. 225-28 du Code de commerce
- Délibère annuellement sur la politique en matière d'égalité professionnelle et salariale.

a-3- Convocations et informations des Administrateurs :

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation adressée par le Président ou, en cas d'empêchement, par le Vice-Président.

Les Administrateurs reçoivent les documents et informations nécessaires à leur mission au moins dix jours avant la date prévue pour la tenue de la réunion.

Ils reçoivent aussi régulièrement les informations importantes concernant l'Institution.

a-4- Réunions et délibérations :

Il se réunit au minimum 3 fois par année civile conformément l'article 10 des statuts.

Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de quatre mois, des administrateurs constituant le tiers du Conseil d'administration peuvent demander au Président de convoquer le Conseil en indiquant l'ordre du jour de la séance. Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Il délibère annuellement et impérativement sur les thèmes suivants : approbation des procès-verbaux, budget de l'année N+1, arrêté des comptes annuels, évaluation annuelle, etc.

A l'issue de chaque réunion, un procès-verbal est établi et adressé aux administrateurs au plus tard lors de l'envoi des convocations à la séance suivante, sauf dans le cas de deux réunions rapprochées.

Après approbation par le Conseil d'administration, les procès-verbaux sont signés par le Président et le Vice-Président et consignés sur un registre spécial coté et paraphé, tenu au siège de l'Institution.

a-5- Travaux :

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'administration s'est réuni cinq fois. Les principaux travaux du Conseil au cours dudit exercice :

- Approbation des procès-verbaux de chaque Conseil d'administration et prise de connaissance des procès-verbaux du Bureau et du Comité d'Audit
- Arrêté des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne LCB FT, du processus d'élaboration de l'information comptable & financière et des placements financiers de l'exercice 2018
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2018
- Rapport annuel relatif à la déshérence des contrats prévoyance 2018
- Arrêté comptable et budgétaire des comptes du 1^{er} semestre 2019
- Proposition d'admission en non-valeur et ratification de la liquidation des dossiers de pensions d'invalidité demandées tardivement
- Validation des mises à jour des politiques, du plan d'audit, des rapports de l'ORSA et des fonctions actuarielle et audit interne
- Réflexion sur la revalorisation des prestations
- Demande d'adhésion d'un organisme hors sécurité sociale
- Modification du règlement intérieur du Conseil d'administration
- Election de mi-mandat de la Présidence
- Arrêté des comptes au 30 septembre 2019
- Approbation du budget 2020
- Examens de la situation des placements.

b- *Le Bureau*

b-1- Composition :

Il est composé à parité d'un représentant par Fédération Syndicale et d'autant de représentants du collège « Employeur », membres du Conseil d'administration, soit au total 10 membres dont le président et le vice-président.

b-2- Attributions :

Le Bureau prépare les réunions du Conseil d'administration. Il se réunit sur convocation du Président ou à défaut, du Vice-Président.

Il peut recevoir délégation du Conseil d'administration pour délibérer en ses lieu et place sur des questions précisément définies. Cette délégation est consentie suite à une décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

b-3- Travaux :

Le Bureau s'est réuni cinq fois. Les principaux sujets du Bureau au cours de l'exercice écoulé :

- Examen de dossiers d'inscription en non-valeur ;
- Projet de modification du règlement intérieur du Conseil d'administration ;
- Présentation de l'élection de mi-mandat de la Présidence ;
- Proposition de liquidation de dossiers de pensions d'invalidité demandées tardivement ;
- Demande d'adhésion d'un organisme hors sécurité sociale.

c- *La Commission Paritaire :*

c-1- Composition :

Elle est composée de :

- Deux représentants de chaque Fédération Syndicale Nationale du personnel affiliée aux cinq Confédérations Nationales représentatives disposant chacun d'une voix,
- Un collègue employeur désigné par le conseil d'orientation de l'UCANSS disposant au total du même nombre de voix que l'ensemble des membres du collège « salarié » présent.

c-2- Attributions :

La Commission Paritaire ordinaire :

- Délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé,
- Approuve toutes les conventions visées à l'article R. 931-3-24 du Code de la sécurité sociale et statue sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes
- Peut couvrir par un vote la nullité des conventions dites « réglementées » conclues sans autorisation préalable du Conseil d'administration, sur rapport spécial des Commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie
- Ratifie la décision du Conseil d'administration de déplacer le siège social dans le même département ou dans un département limitrophe et décide de son déplacement au-delà de ces limites géographiques
- Désigne pour six exercices, sur la liste agréée par la Cour d'appel de Paris, un Commissaire aux comptes titulaire et un Commissaire aux comptes suppléant
- Définit les modalités de remboursement des frais de déplacement et de séjour exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur fonction.

Ces décisions prennent la forme de délibérations adoptées par accord obtenu à la majorité des voix des membres présents de chaque collège.

La Commission Paritaire extraordinaire se prononce sur :

- La modification des statuts et du règlement général
- Le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations
- La fusion, scission ou dissolution de l'Institution

Les dispositions retenues sont formalisées dans un avenant à l'accord qui a constitué l'Institution.

c-3- Fréquence des réunions :

Les membres de la Commission Paritaire se sont réunis une fois au cours de l'exercice écoulé.

c-4- Travaux :

Au cours de ces réunions, la Commission a pris les décisions suivantes :

- Approbation des procès-verbaux des Commissions Paritaires du 17/04 et 25/09/2018
- Approbation des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne LCB FT, du processus d'élaboration de l'information comptable & financière et des placements financiers de l'exercice 2018
- Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
- Affectation du résultat de l'exercice 2018

d- *Le Comité d'Audit* :

d-1- Composition :

Le Comité d'Audit est l'émanation directe du Bureau, comme cela est prévu dans les recommandations du CTIP, auquel est adjoint un administrateur extérieur au bureau justifiant des compétences particulières en matière financière ou comptable.

d-2- Attributions :

Les missions du Comité d'audit sont définies dans l'article L. 823-19 du Code de commerce.

Sans préjudice des compétences des organes chargés de l'administration, de la direction et de la surveillance, ce comité est notamment chargé des missions suivantes :

- Il suit le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, formule des recommandations pour en garantir l'intégrité
- Il suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance
- Il émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale ou l'organe exerçant une fonction analogue. Cette recommandation adressée à l'organe chargé de l'administration ou l'organe de surveillance est élaborée conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement (UE) n° 537/2014 précité ; il émet également une recommandation à cet organe lorsque le renouvellement du mandat du ou des commissaires est envisagé dans les conditions définies à l'article L. 823-3-1
- Il suit la réalisation par le commissaire aux comptes de sa mission ; en ce qui concerne les entités d'intérêt public, il tient compte des constatations et conclusions du Haut conseil du

commissariat aux comptes consécutives aux contrôles réalisés en application des articles L. 821-9 et suivants

- Il s'assure du respect par le commissaire aux comptes des conditions d'indépendance définies à la section 2 du chapitre II du présent titre ; en ce qui concerne les entités d'intérêt public, le cas échéant, il prend les mesures nécessaires à l'application du paragraphe 3 de l'article 4 du règlement (UE) n° 537/2014 précité et s'assure du respect des conditions mentionnées à l'article 6 du même règlement
- Il approuve, pour les entités d'intérêt public, la fourniture des services mentionnés à l'article L. 822-11-2 (« Les services autres que la certification des comptes (...) peuvent être fournis par le commissaire aux comptes ou les membres du réseau auquel il appartient (...) »)
- Il rend compte régulièrement à l'organe collégial chargé de l'administration ou à l'organe de surveillance de l'exercice de ses missions. Il rend également compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

d-3- Fréquence des réunions :

Les membres du Comité d'Audit se sont réunis cinq fois au cours de l'exercice écoulé. L'agenda des réunions est identique à celui du Bureau.

d-4- Travaux :

Les principaux travaux du Comité d'Audit au cours de l'exercice écoulé :

- Présentation des comptes et des rapports de gestion, de solvabilité, du contrôle interne LCB FT, du processus d'élaboration de l'information comptable & financière et des placements financiers de l'exercice 2018
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2018
- Rapport des Commissaires aux comptes au Comité d'Audit
- Revalorisation éventuelle des prestations
- Situation comptable et budgétaire du 1^{er} semestre 2019
- Validation des mises à jour des politiques, du plan d'audit, des rapports de l'ORSA et des fonctions actuarielle et audit interne
- Situation comptable au 30 septembre 2019
- Examens de la situation et de la politique des placements
- Proposition du budget 2020

e- Le Comité des risques :

e -1- Composition :

Le Comité « gestion des Risques » est composé des responsables des quatre fonctions clés (actuariat, vérification de la conformité, audit et gestion des risques), de la Responsable du Service Juridique, du Responsable des Services de Gestion Comptable, et des Dirigeants effectifs.

e-2- Attributions :

Le Comité « gestion des Risques » examine les risques de toute nature, ainsi que la cartographie des risques. Il identifie et évalue les risques sur les activités, sur la conformité des lois et règlements, les conflits d'intérêts et suit les plans d'actions mis en place.

e-3- Fréquence des réunions :

En 2019, le Comité gestion des risques s'est réuni deux fois (janvier et mai 2019)

e-4-Travaux :

Les principaux travaux du Comité d'Audit au cours de l'exercice écoulé :

- Mise à jour de la base incidents
- Révision de la cartographie des risques
- Recensement des incidents à date
- Etat d'avancement des actions 2019 relatives à la cartographie des risques initiés lors des précédents comités
- Présentation dans le cadre de l'ORSA de la mise en place du dispositif de gestion des risques : recensement des outils utilisés et des besoins à date

f- Comité qualité des données :

f-1- Composition :

Le comité Qualité des Données est composé de la direction générale ainsi que des responsables de services et des fonctions clés.

f-2- Attributions :

Le comité Qualité des Données fait le bilan des actions d'amélioration en continu retenues dans l'application de la politique Qualité des Données.

f-3- Fréquence des réunions :

Le comité Qualité des Données s'est réuni 3 fois pour faire le bilan des actions menées. Ces dernières font appel à une démarche pragmatique pour accroître la qualité des données

f-4-Travaux :

Les principales actions réalisées prévoient :

- Une analyse des données issues des systèmes d'information dès lors qu'un projet interne ou réglementaire vise à transformer certaines données voire d'en produire de nouvelle. A ce stade la phase de recette des modifications produites est un des éléments clés de la qualité de la donnée.
- Divers travaux annuels concourent par ailleurs aux enjeux la qualité des données comme les études boni-mali, les données en base, la révision des contrats suspendus, la révision de certaines cartographies applicatives et des données sous-jacentes, le contrôle des paramètres du modèle Solvabilité 2, les données d'entrée du modèle...

g- La Commission d'Action Sociale :

e-1- Composition :

Elle est composée de :

- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants désignés par le collège « salarié » du Conseil d'administration ;
- Un membre titulaire et un membre suppléant désigné par le collège « employeur » du Conseil d'administration disposant au total du même nombre de voix que l'ensemble du collège « salarié » présent.

e-2- Attributions :

La Commission d'Action Sociale examine les dossiers de demandes d'aides individuelles et décide souverainement de l'attribution ou du refus d'attribution des aides individuelles sollicitées (aide financière exceptionnelle, prêt d'honneur).

e-3- Fréquence des réunions :

Au cours de l'exercice écoulé, les membres de la Commission d'Action Sociale se sont réunis neuf fois.

h- La Direction Générale :

La Direction générale est assumée, sous le contrôle du Conseil d'administration et dans le cadre des orientations arrêtées par celui-ci, par le Directeur Général.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'Institution.

Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi au Conseil d'administration et à la Commission paritaire.

Il représente l'Institution dans ses rapports avec les tiers.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué dirigent effectivement l'Institution.

L'étendue et la durée des pouvoirs conférés au Directeur Général Délégué sont déterminées par le Conseil d'administration, en accord avec le Directeur Général.

Le Directeur Général Délégué dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

i- Les fonctions clés :

Le système de gouvernance comprend les fonctions clés suivantes : la fonction de gestion des risques, la fonction de vérification de la conformité, la fonction actuarielle et la fonction d'audit interne. L'Institution a mis en place des politiques écrites relatives à la gestion des risques, au contrôle interne, à l'audit interne, à l'externalisation, etc.

Le Directeur Général nomme les personnes responsables de chacune des fonctions clés mentionnées ci-dessus et placées sous son autorité.

Les responsables des fonctions clés ne doivent avoir encouru aucune des condamnations prévues à l'article L. 931-7-2 du Code de la sécurité sociale. Ils doivent posséder l'honorabilité, la compétence ainsi que l'expérience qui sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

La nomination et le renouvellement des fonctions des responsables des fonctions clés sont notifiés à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution conformément aux dispositions de l'article L. 612-23-1 du Code monétaire et financier.

En cas de renouvellement d'un responsable d'une fonction clé, celui-ci ne fait l'objet d'une déclaration auprès de l'ACPR qu'à l'issue de sa confirmation dans le poste. L'information sur le départ du responsable d'une fonction clé concernée et l'embauche d'un nouveau, est portée à la connaissance de l'ACPR par courriel.

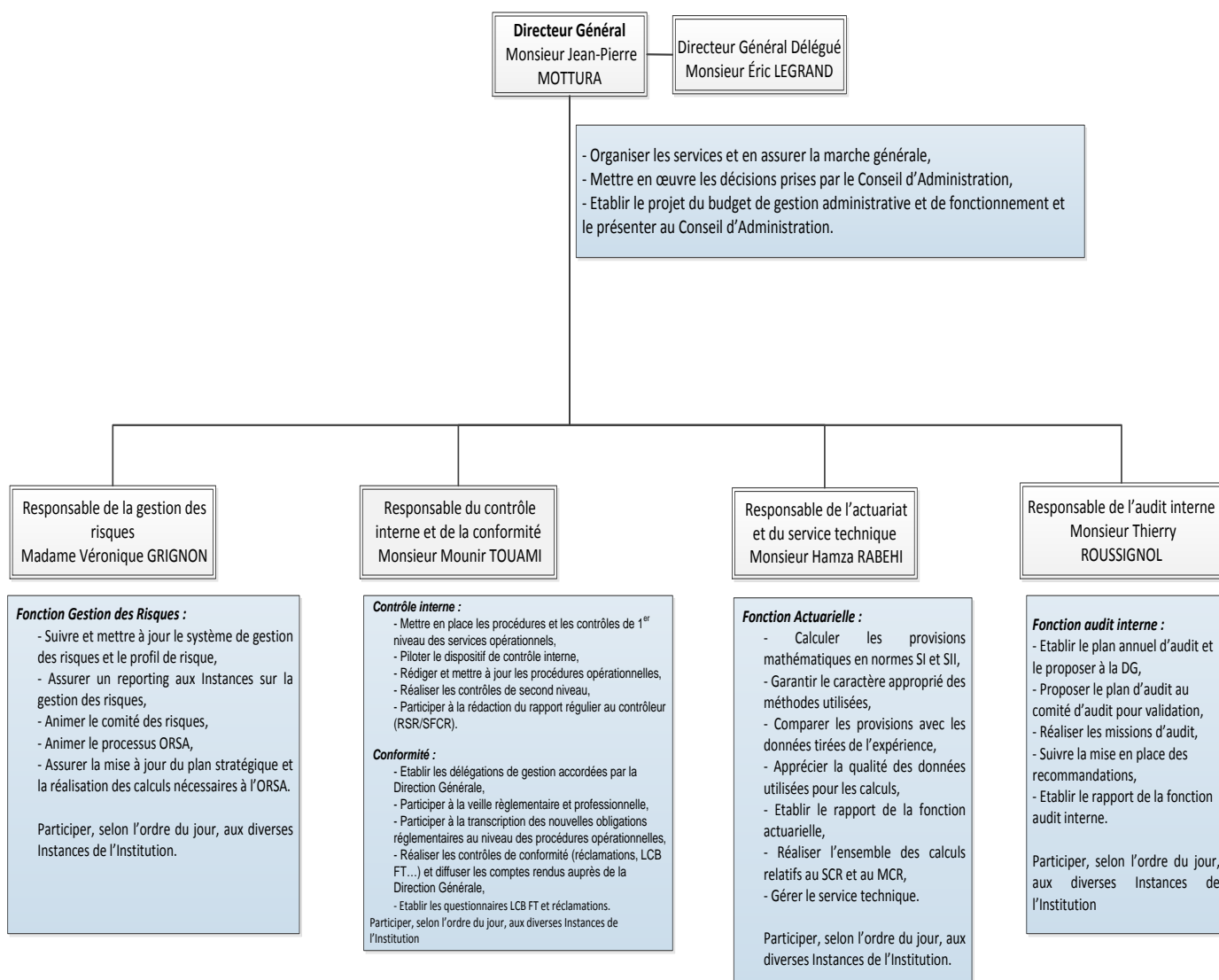
En cas de circonstances exceptionnelles ayant un impact significatif sur les activités de l'Institution, les responsables des fonctions clés peuvent être amenés à informer selon le cas :

- La Direction générale
- Le Conseil d'administration
- L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)

La liste des détenteurs de fonctions clés est, au 31 décembre 2019 :

- Fonction Actuarielle : Monsieur Hamza RABEHI
- Fonction Audit Interne : Monsieur Thierry ROUSSIGNOL
- Fonction Conformité : Monsieur Mounir TOUAMI
- Fonction Gestion des Risques : Madame Véronique GRIGNON

Organigramme interne des fonctions clés :



« Les dépositaires des fonctions clés de l'Institution disposent des moyens suffisants leur permettant d'exercer leur mission dans le sens de la Directive Européenne Solvabilité 2.

Toutes les fonctions clés sont directement rattachées à la Direction Générale.

Les titulaires des fonctions clés (à l'exception de l'actuariat qui est responsable également du service Technique) n'ont pas exercé et n'exercent pas de fonction opérationnelle au sein de l'Institution, garantissant ainsi l'absence de conflit d'intérêt.

En effet toutes les fonctions clés reçoivent de la Direction Générale toutes les informations majeures de l'entreprise : tous les rapports, informations et dossiers à destination du Conseil d'administration et du Comité d'audit. Toutes les informations économiques et de gestion sont par ailleurs publiées sur le site internet de l'Institution ou mises à leur disposition directement.

Les fonctions clés participent aux Comités d'audit et aux Conseils d'administration dès lors qu'un sujet abordé relève d'un domaine d'une fonction clé. Il a été rappelé, par le règlement intérieur du Conseil

d'administration que les fonctions clés peuvent demander à être entendue par le Conseil d'administration ou directement auprès de la présidence dans le cadre de l'expression d'un devoir d'alerte.

Les travaux menés par les fonctions clés sont communiqués tels quels auprès du Comité d'audit et du Conseil d'administration dès lors qu'il s'agit de rapporter un avis spécifique (rapport de la fonction actuarielle, rapport de la fonction audit interne) sans lecture préalable par la Direction Générale.

En cas de besoin complémentaire pour réaliser une mission spécifique, les responsables des fonctions clés peuvent tout à faire demander des ressources complémentaires pour accroître leur expertise sur des points spécifiques.

2.1.2. Les délégations de responsabilités

Pour assurer la bonne marche générale, le Directeur Général a donné des délégations d'ordonnancement et de paiement aux Responsables des Services et leurs Adjoints, ainsi qu'à certains agents. Celles-ci sont mises à jour après chaque modification intervenue au sein du service ou de l'Institution.

Les délégations sont établies, pour les nouveaux collaborateurs habilités qui intègrent l'Institution, une fois la période d'essai terminée.

Les moyens de paiement sont obligatoirement signés par deux collaborateurs possédant une délégation de paiement dès lors qu'ils ne sont pas ordonnateurs, à l'exception des paiements effectués par télétransmission ou prélèvement.

Toutes les règles relatives à l'ordonnancement des dépenses et à la signature des moyens de paiement sont formalisées dans une procédure.

2.1.3. Changements importants du système de gouvernance

Au cours de l'exercice 2019, il y a eu les changements suivants :

- Embauche d'un nouveau responsable de la fonction clé actuariat
- Embauche d'un nouveau responsable de la fonction clé gestion des Risques

La politique de rémunération menée par l'Institution a pour objectif :

- De garantir l'engagement et la fidélisation sur le long terme des collaborateurs,
- De s'assurer d'une gestion appropriée des risques et de la conformité,
- De permettre le développement des compétences collectives et individuelles.

Elle repose sur un examen annuel des rémunérations, piloté par la Direction Générale, impliquant les responsables des différents services.

La proposition budgétaire de la masse salariale globale est soumise à l'approbation des membres du conseil d'administration.

La politique de rémunération est établie dans le respect des réglementations.

L'Institution, de par son activité, applique pour ses salariés la Convention collective nationale du travail du personnel des Institutions de retraites complémentaires du 9 décembre 1993. Etendue par arrêté du

19 septembre 1994 (JORF 29 septembre 1994) et élargie aux institutions de prévoyance par arrêté du 31 janvier 1995.

L'avenant N°9 relatif à la formation professionnelle, la classification et la rémunération signé le 18 juillet 2007 fixe un socle sur lequel s'appuie l'Institution en termes de minima de rémunération.

Les salaires individuels d'embauche sont déterminés par la Direction Générale et le responsable de service « recruteur » en adéquation avec le poste à pourvoir selon l'expérience du collaborateur.

Les décisions d'évolutions de salaires collectives sont laissées à la négociation de la branche professionnelle.

Les augmentations individuelles sont attachées à la personne et à l'évolution de ses compétences utiles. Elles sont attribuées sur proposition de la Direction Générale et/ou du Responsable de service.

Des gratifications individuelles sont attribuées sur proposition du Responsable de service et/ou de la Direction Générale en reconnaissance d'un effort particulier ou de l'exécution d'une tâche ne relevant pas des attributions du collaborateur (prise en compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs).

Les objectifs qualitatifs sont individualisés, liés à l'activité professionnelle et au niveau hiérarchique du poste. Ces objectifs incluent la qualité de la gestion des risques et les moyens et les comportements mis en œuvre pour atteindre les résultats tels que la coopération, le travail en équipe et la gestion des hommes.

Des éléments de rémunération indirecte sont mis en place et s'adressent à l'ensemble des collaborateurs.

Sont Pris en charge par l'Institution pour tous les salariés (hors œuvres sociales) :

- La cotisation individuelle complémentaire santé
- La souscription d'une garantie dépendance
- L'abonnement transport IDF
- Le co-financement participation à hauteur de 60 % de la valeur des titres restaurants.

La Direction Générale veille à ce que les éléments de rémunération variable n'entravent pas la capacité de l'Institution à atteindre ses objectifs en matière de maîtrise des frais de gestion.

Le salaire des Dirigeants effectifs est fixé par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur Général en ce qui concerne la rémunération du Directeur Général Délégué. Il est constitué exclusivement d'une part fixe.

Comme les années passées, les fonctions d'administrateurs ne sont pas rémunérées.

Il n'y a pas eu de changement des droits à rémunération entre 2018 et 2019 (il n'y a pas d'Intéressement).

Les salariés et les cadres sont affiliés aux régimes de retraites complémentaires AGIRC et ARRCO.

Les salariés cadres dont la rémunération dépasse 4 fois le PASS bénéficient d'un contrat retraite « article 83 ».

2.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

2.2.1. Personnes concernées dans l'Institution

Sont concernées dans le cadre de l'Institution, les personnes suivantes :

- L'ensemble des Administrateurs
- Les deux Dirigeants Effectifs
- Le ou la Responsable de la fonction Actuarielle
- Le ou la Responsable de la fonction Audit Interne
- Le ou la Responsable de la fonction Conformité
- Le ou la Responsable de la fonction Gestion des Risques

2.2.2. Condition d'honorabilité des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables de fonctions clés

Le Conseil d'administration a révisé et approuvé en date du 21 septembre 2017, la politique de Compétence & d'Honorabilité. Depuis, celle-ci est revue annuellement. Elle s'apprécie, au départ, au regard de l'extrait de casier judiciaire. Néanmoins, il a été rappelé à l'ensemble de personnes soumises à cette politique que conformément au point IV de l'article L 931-7-2 du Code de la Sécurité Sociale :

« IV.-Les personnes exerçant une fonction, une activité ou une profession mentionnée au premier alinéa du I, qui font l'objet de l'une des condamnations prévues au I et au II doivent cesser leur activité dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la décision de justice est devenue définitive. »

De fait, il est attendu que les personnes concernées fassent part de leur nouvelle situation dans les délais indiqués par le dit-article auprès du Président du Conseil d'administration ou des Dirigeants.

2.2.3. Evaluation de l'aptitude des administrateurs

Concernant les membres du Conseil d'administration, les principes suivants ont été retenus :

- Evaluation de la compétence sur une base collective dans l'esprit de l'article Art. R. 931-3-10-1 du Code de la Sécurité Sociale,
- Réalisation de l'évaluation sur la base des formations, des qualifications ou connaissances et des expériences ou mandats passés.

« Art. R. 931-3-10-1. – [...] elle s'assure que ceux-ci disposent collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de marchés de l'assurance et de marchés financiers, de stratégie de l'institution de prévoyance ou de l'union et de son modèle économique, de son système de gouvernance, d'analyse financière et actuarielle et d'exigences législatives et réglementaires applicables à l'institution de prévoyance ou à l'union, appropriées à l'exercice des responsabilités dévolues au conseil d'administration. »

Les notions évoquées ci-dessus s'entendent comme suit :

- Marchés de l'assurance et de marchés financiers : prise de conscience et compréhension de l'environnement économique dans lequel la CAPSSA opère

- Stratégie et connaissance du modèle économique : compréhension détaillée de la stratégie et du positionnement de l'Institution
- Système de gouvernance : compréhension du profil de risque de l'Institution, capacité à évaluer l'organisation de la gouvernance et à suivre les éventuels changements
- Connaissance de l'analyse financière et actuarielle : capacité à interpréter l'information financière et actuarielle de l'Institution, à identifier les questions clés, à mettre en place les contrôles adéquats et prendre les mesures nécessaires sur la base de ces informations
- Exigences législatives et réglementaires : sensibilisation et compréhension des évolutions du cadre dans lequel l'Institution opère et de sa capacité à s'adapter aux changements

Les administrateurs devront donc pouvoir justifier de connaissances sur tout ou partie des sujets indiqués dans l'article ci-dessus. Outre le cycle de formation du CTIP, la CAPSSA organisera des formations spécifiques à la demande des administrateurs sur les sujets qu'ils souhaitent approfondir.

Il est attendu que les Présidents et Vice-Présidents du Conseil d'administration soient choisis parmi des administrateurs qui pourront démontrer individuellement une connaissance plus approfondie des sujets.

2.2.4. Evaluation de l'aptitude des dirigeants effectifs

Les dirigeants effectifs sont nommés par le Conseil d'administration qui appréciera leurs compétences au regard de leur curriculum vitae.

Dans le cadre de leurs échanges avec les membres du Conseil d'administration, ils pourront évoquer tous les points qu'ils jugeront nécessaires à l'exercice de leur mission.

2.2.5. Evaluation de l'aptitude des porteurs des fonctions clés

Les titulaires des fonctions clés sont nommés par le Directeur Général, qui appréciera leur compétence au regard de leur curriculum vitae.

Les responsables de l'actuariat et de l'audit interne sont amenés à faire un rapport annuel sur l'exercice de leur fonction auprès du Conseil d'administration. Il est acté que pourront être abordées toutes les questions relatives à l'exercice de leur mission : difficulté rencontrée, nouveau besoin identifié ...

2.2.6. Faits marquants de l'exercice et perspectives

De nouveaux outils auront permis, en 2019, de consolider l'exercice de la gouvernance institutionnelle par la mise en place d'un suivi des SCR de marchés ainsi que des stress tests spécifiques aux enjeux des actifs financiers de l'Institution. Les séminaires et les formations concourent par ailleurs à l'exercice de bonnes pratiques.

2.3. Système de gestion des risques

2.3.1. Description du système de Gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques a pour objectif de couvrir tous les processus et systèmes. Il n'a pas vocation à être statique mais correspond plutôt à un enchaînement itératif et continu d'actions intégrées proposant une diffusion de la culture du risque matérialisée par la tenue d'un comité des risques. Il est mis en œuvre par la Direction et l'ensemble des collaborateurs, sous la supervision du Conseil d'administration. Il est intégré aux principaux dispositifs opérationnels, y compris la planification stratégique. Enfin, il est pragmatique et proportionné pour ce qui est de recenser, d'évaluer, d'atténuer et de surveiller les risques liés à ses procédures et fonctions.

Ce système se base donc sur l'implication :

- **Conseil d'administration et Comité d'audit** qui exercent un contrôle général : suivi de la réalité du dispositif ; approbation des stratégies, des ressources, détermination du niveau de tolérance aux risques
- **Des dirigeants effectifs assistés du Responsable des Risques** qui met en œuvre et conduit le processus de gestion globale des risques : établissement du profil de risques, présentation aux Instances pour approbation des décisions relatives à la gestion des risques
- **Du personnel de l'Institution**, qui dans son domaine de compétence, participe à la gestion globale des risques conformément à la politique dédiée ainsi qu'aux règles et procédures établies
- **Du Responsable de l'Audit Interne**, en charge de l'évaluation indépendante de l'efficacité du dispositif de gestion des risques et de contrôle interne
- **Les fonctions clés (gestion des risques, audit interne, actuariat et conformité)** interviennent sur leurs domaines spécifiques et participent au système global

Tous les collaborateurs sont, sensibilisés à la notion de risque. Ils sont aussi amenés à alerter leur responsable et le responsable de la gestion des risques sur les incidents et les événements atypiques qui conduiraient à revoir le profil de risque, ou impactant significativement les limites de risques fixées par l'ORSA.

Le suivi des risques se base sur une cartographie des risques issue de la directive Solvabilité II, qui est un outil utilisé pour matérialiser les principaux risques, en mesurer leur impact ainsi que leur probabilité. Elle permet de visualiser facilement et rapidement les risques et leur interaction et d'en évaluer l'ampleur, ce qui aide à définir les mesures à prendre pour les atténuer ou les supprimer. Ce travail permet de définir des mesures de prévention et de mise en œuvre des plans d'action qui permettront de diminuer l'exposition aux risques concernés. Ces plans d'actions font l'objet d'un suivi dans le cadre du Comité des Risques.

La maîtrise des risques passe par des suivis et contrôles, organisés en fonction de la typologie des risques sous revues. Ainsi, concernant les risques opérationnels, les salariés se comportent en « personnes prudentes » ce qui contribue à la responsabilisation et la fiabilisation des opérations. Chaque strate d'intervenants effectue des contrôles, avec un prisme différent, ce qui permet de sécuriser l'approche globale. Concernant les autres risques, le contrôle est réalisé, à minima, sur une base annuelle à partir d'indicateurs validés par les Instances.

Le détail du processus pour chacune des grandes familles de risque est développé dans la partie ad-hoc du profil de risque.

Organisation et intégration de la gestion des risques

Il est à noter que le Comité de gestion des Risques est l'organe « interne » de la gestion des risques et que son pendant est le Comité d'audit pour la gouvernance institutionnelle en matière de gestion des risques. Le Comité de gestion des Risques prépare les différents travaux à soumettre au Comité d'audit en matière de gestion des r

isques.

2.3.2.Focus spécifique sur différents risques

Les informations sur les objectifs, les stratégies, les processus de reporting en matière de gestion des risques sont repris dans la partie 3 relative au profil de risque.

- **Risques majeurs sur la durée de vie des engagements**

Les risques assurantiels majeurs auxquels l'Institution est exposée sur la durée de vie de ses engagements sont ceux liés aux aléas sur la vie, c'est-à-dire la longévité et la mortalité. Compte tenu de la taille des échantillons et de la durée de l'expérience de l'Institution, il n'est pas possible d'établir des tables d'expérience propre à l'Institution. Toutefois, ces risques ont fait l'objet d'une étude en 2016 et la construction des tables d'expériences a permis de démontrer qu'ils se compensaient quasi-intégralement.

En parallèle, l'Institution doit faire face aux risques financiers associés aux actifs en représentation des engagements.

- **Risques majeurs non intégrés dans la formule standard**

Les principaux risques identifiés qui ne sont pas pris en compte dans le calcul du capital de solvabilité requis tel défini à l'article 101, paragraphe 4, de la directive 2009/138/CE, servent de base à la définition des scénarios de tests utilisés pour les évaluations demandées à l'alinéa b de l'article 101, paragraphe 4, de la directive 2009/138/CE.

Ainsi, dans le cadre de l'ORSA réalisé en 2019, l'Institution a identifié, comme étant majeurs, les risques de non reconduction de l'Institution et d'évolution de l'environnement politiques et réglementaire.

Ces deux risques ont été intégrés et valorisés dans les scénarios testés au cours de l'évaluation 2019 de l'ORSA pour démontrer que l'Institution respecte la couverture de son capital de solvabilité requis et ce, également dans un environnement dégradé.

Par ailleurs, les autres grands risques de l'Institution sont d'ordres plus généraux comme le risque de réputation et l'évolution du cadre réglementaire, notamment les réformes en lien avec la retraite qui représente le plus grand risque à valoriser en matière d'engagement d'assurance. Ce risque est connu, Il fait l'objet d'étude spécifique dès lors que les réformes sont connues et validées Il serait maîtrisé par la sollicitation des fonds propres de l'Institution.

- **Vérification de la qualité des évaluations de crédit**

Concernant la vérification des évaluations de crédit, l'Institution s'appuie, compte tenu de sa taille, sur ses prestataires externes. En tant que sous-traitants, ces prestataires feront l'objet d'audit

- **Evaluations spécifiques**

Dans un souci de prudence, les Instances de l'Institution n'ont pas retenu les options liées à l'ajustement égalisateur et la correction de volatilité.

2.3.3. Processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA)

L'évaluation interne des risques de solvabilité (Own Risk & Solvency Assessment- ORSA) recouvre l'ensemble des processus d'identification, de mesure, de surveillance, de gestion et de reporting des risques à court et moyen termes, ainsi que la détermination du niveau moyen de fonds propres requis en adéquation avec le profil d'activités et de risques, et les limites de tolérance aux risques de l'Institution. Cette partie explicite l'ensemble des descriptions ou attendus relatifs au sujet attendu tel que précisé dans les articles 294 paragraphe 4 et 308 paragraphe 4 du règlement délégué 2015/35 de la commission du 10 octobre 2014 conformément à l'article 45 de la directive.

L'étude annuelle du dispositif de gestion des risques, la définition de la tolérance aux risques au regard de l'appétence aux risques adoptée par la Gouvernance institutionnelle, la mise à jour du plan stratégique et le rapport ORSA sont validés par le Conseil d'administration qui s'appuie sur les travaux du Bureau et du Comité d'Audit. Les études préparatoires sont réalisées par le détenteur de la fonction gestion des risques, qui conjointement avec le Directeur Général, proposent des orientations aux Instances.

L'ensemble des travaux fait l'objet d'une documentation interne sur la méthodologie et les hypothèses.

Le rapport ORSA est remis après validation par les Instances, aux responsables des différents services qui, en prenant connaissance, seront à même d'apprécier le travail réalisé.

- **Fréquence de réalisation du processus ORSA**

L'ORSA régulier est réalisé une fois par an. En cas de modifications de l'environnement réglementaire, de mouvements boursiers plus importants qu'anticipés, de demandes spécifiques des Instances impactant significativement le capital ORSA, un ORSA ponctuel sera réalisé.

- **Détermination du besoin global de solvabilité (BGS)**

Le besoin global de solvabilité a été déterminé après l'analyse du profil de risque de l'Institution. En effet, aux risques déjà inclus dans la formule standard de calcul du besoin requis de solvabilité, il a été rajouté les risques identifiés comme majeurs lors de la réalisation de ces travaux.

Ainsi, les analyses menées depuis 2017, font ressortir la prédominance des risques de souscriptions et de marché, ce qui est cohérent avec le cœur de métier de l'Institution. Les autres risques majeurs se rapportaient à l'environnement politique et réglementaire dans lequel évolue l'Institution.

L'ensemble des risques présents à la fois dans la formule standard et dans la cartographie des risques, repris dans la partie sur le profil de risque, a été intégré dans le calcul du BGS. Il a été rajouté les risques de conformité, de non renouvellement de la clause de désignation et de réforme des retraites : risques jugés majeurs pour l'Institution.

- **Interaction entre la gestion du capital et la gestion des risques**

Dans le cadre de l'ORSA, la projection du BGS permet d'alerter les Instances sur la nécessité de renforcer la structure financière de l'institution si le besoin apparaissait. A cet effet, des ajustements des garanties seraient envisageables afin de respecter les fonds propres éligibles.

- Respect permanent des exigences de capital minimum (MCR) et requis (SCR)

Conformément aux exigences Solvabilité II, l'Institution procède annuellement à l'évolution de son SCR et de son MCR trimestriellement.

L'évolution des MCR et SCR a été étudiée selon différents scénarios :

- Le scénario central retenu dans le cadre du plan prévisionnel d'activité
- Des scénarios ORSA adaptés aux spécificités de la CAPSSA

En cas de franchissement des limites définies dans le cadre de l'appétence, des plans d'actions seront identifiés.

2.4. Système de contrôle interne

2.4.1 Description du Système de Contrôle Interne

a- Définition et objectifs :

Le contrôle interne se définit comme un processus mis en œuvre par la Direction Générale en vue d'assurer une gestion efficace des opérations de l'Institution. Il comprend l'ensemble des moyens, comportements, procédures et actions adaptés aux caractéristiques propres de l'Institution, visant à assurer :

- L'application des instructions et des orientations fixées par le Conseil d'administration ou la Direction Générale
- Le bon fonctionnement des processus internes de l'Institution, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs
- La fiabilité des informations financières
- La conformité aux lois et règlements auxquels l'Institution est soumise
- La prévention des fraudes

D'une façon générale, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Les principaux objectifs de la Direction Générale en matière de contrôle interne sont les suivants :

- Formaliser les procédures opérationnelles et mettre en place des contrôles manuels et automatisés

- Séparer les tâches de traitement et celles de contrôle
- Diffuser une culture de contrôle interne au sein de l'Institution pour garantir une bonne appropriation des autocontrôles et des contrôles de premier niveau par les opérationnels concernés
- Améliorer et ajuster le dispositif en fonction des risques et enjeux identifiés...

Toutefois, le contrôle interne, comme tout système de contrôle, ne peut fournir une garantie absolue que ces objectifs seront atteints.

b- Principes et organisation :

Le Service Contrôle Interne est sous la responsabilité directe du Directeur Général. Il est constitué d'une seule personne. Le système de contrôle interne est fondé principalement sur :

- L'implication de la Direction Générale
- Le principe de délégation et de supervision
- La séparation entre les tâches d'engagement, de paiement, d'enregistrement et de contrôle
- La diffusion en interne d'informations pertinentes et fiables
- Le dispositif de gestion des risques

Les activités de contrôle correspondent à l'ensemble des politiques et des procédures mises en place pour maîtriser les risques et réaliser les objectifs.

Pour assurer l'efficacité des activités de contrôle au sein de l'Institution, celles-ci font l'objet d'une organisation cohérente et appropriée qui s'appuie sur l'autocontrôle, le contrôle du premier niveau effectué au sein du service, le contrôle de deuxième niveau assuré par le responsable du contrôle interne et le contrôle de troisième niveau effectué par l'auditeur interne.

Pour faciliter le bon fonctionnement, la mise en œuvre effective du dispositif et assurer la culture de contrôle interne au sein de l'Institution, le réseau de correspondants de contrôle interne en place est composé des responsables de services.

Enfin, pour mieux sensibiliser l'ensemble du personnel aux éventuelles modifications, le processus de validation des procédures adopté au sein de l'Institution se fonde sur un travail très étroit avec les collaborateurs de chaque service concerné.

Les procédures et modes opératoires formalisés et validés à ce jour sont mis à la disposition du personnel sous format papier et électronique (procédures et modes opératoires relatives à la gestion des prestations, à la conformité réglementaire, à la comptabilité et au fonctionnement interne...). D'autres processus feront l'objet de formalisation pour alimenter la base de connaissance.

2.4.2 Conformité des activités de l'Institution

a- Définition et objectifs :

La vérification de la conformité vise à prévenir le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, d'atteinte à la réputation et/ou de perte financière qu'engendre le non-respect de dispositions légales réglementaires et des normes professionnelles ou déontologiques.

La fonction conformité a pour objectif de vérifier le respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes et recommandations professionnelles, des orientations du Conseil d'administration, des instructions de la Direction Générale et des procédures internes.

Elle a également pour objectif de protéger l'intérêt des membres participants et la réputation de l'Institution.

Enfin, elle a pour objectif d'éviter la survenance des risques de non-conformité.

b- Organisation :

La mise en place de la fonction conformité au sein de l'Institution est fondée sur les grands principes suivants :

- Veille réglementaire qui peut donner lieu à la rédaction de notes juridiques diffusées aux services concernés
- Evaluation des impacts des nouvelles dispositions sur les processus internes
- Formalisation ou actualisation des procédures et des contrôles associés
- Vérification de la mise en place du nouveau dispositif
- Réévaluation du risque de non-conformité

Quelques éléments synthétiques illustrant les modalités de mise en conformité par rapport à la réglementation ou aux orientations du Conseil d'administration :

- La veille réglementaire est répartie par type de métier. Chaque responsable de service suit l'évolution des réglementations qui le concernent. Un travail collaboratif avec le responsable de la conformité permet d'évaluer et de mettre à jour les procédures et les contrôles
- Les documents et décisions du Conseil d'administration sont communiqués aux différents responsables de services, qui sont destinataires de tous les documents adressés aux Administrateurs (sauf confidentialité nécessaire)
- Une fois la communication de ces documents effectuée, les décisions du Conseil d'administration sont mises en œuvre par chaque responsable dans le cadre de ses attributions, à titre d'exemple :
 - ✓ Amélioration des prestations : la modification des modalités de calcul est effectuée par le Service Informatique
 - ✓ Affectation du résultat : l'écriture est enregistrée par le Service Comptable
 - ✓ Demandes de prestations reçues hors délai légal : le traitement est effectué par le Service Technique après décision favorable du Conseil

- ✓ Dossiers à inscrire en non-valeur : le traitement est effectué par le service comptable après décision favorable du Conseil
- Les risques de nature juridique sont suivis par le juriste en sus, en fonction des sujets traités, des expertises confiées à des prestataires externes. Ils donnent lieu à la rédaction de notes destinées aux responsables de service concernés
- Les risques liés à la sécurité de l'information :
 - ✓ L'accès aux systèmes d'informations fait l'objet d'autorisations nominatives
 - ✓ Le contrôle des habilitations aux systèmes de gestion et comptable est effectué annuellement
 - ✓ Les mises à jour des logiciels font systématiquement l'objet d'acquisition de licences
 - ✓ Les exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD) ont été mises en place
 - ✓ Le plan de continuité informatique est mis en place par le Service Informatique pour la sauvegarde des données

Les politiques écrites sont mises à jour annuellement par les responsables concernés, proposées à la Direction Générale pour vérification et soumises au Conseil d'administration pour validation

2.4.3 Synthèse des missions accomplies

Au cours de l'année 2019, le service du contrôle interne et conformité, en collaboration avec d'autres services, a effectué un certain nombre de missions. Les principales sont listées ci-après :

- Suivi périodique des dossiers d'indus
- Contrôle du dispositif LCB FT
- Préparation et mise à jour des délégations internes
- Revue des profils des systèmes de gestion, de comptabilité et de gestion électronique des documents
- Formalisation et actualisation des procédures
- Contribution à l'établissement du RSR/SFCR pour l'exercice 2018
- Etablissement des rapports sur la LCB-FT, information comptable et financière pour l'exercice 2018
- Mise à jour du dispositif LCB-FT et amélioration du dispositif de gel des avoirs
- Mise en place de requêtes automatisées sur le logiciel SAS Guide
- Mise à jour de la politique de contrôle interne
- Mise à jour du plan de conformité et de la cartographie des risques de non-conformité
- Contrôle périodique d'un échantillon de RIB et de dossiers prestations créés entre juillet 2018 et juin 2019
- Contrôle des dossiers ouverts par le service technique
- Contrôle du processus de gestion des placements
- Contrôle des réclamations et des médiations reçues au cours de 2018
- Préparation des questionnaires ACPR et CTIP portant sur la LCB FT, protection de la clientèle...

2.5. Fonction d'audit interne

2.5.1. Activité de l'audit interne lors de l'exercice 2019

La fonction d'audit interne est exercée par le responsable de l'audit interne, salarié de l'Institution.

L'exercice 2019 a permis la réalisation de missions prévues dans le plan d'audit triennal, le suivi des plans d'action liés aux audits terminés et la rédaction du rapport annuel de la fonction d'audit interne.

Le rapport annuel de la fonction d'audit interne rappelle les objectifs, les responsabilités et l'indépendance de la fonction d'audit interne, précise l'état d'avancement de l'exécution du plan d'audit avec notamment la priorité donnée aux audits portant sur les activités cœur de métier (notamment la gestion des prestations), présente une synthèse des missions achevées (appréciation globale, nombre de recommandations, objectifs, principaux constats) et le suivi de la mise en œuvre des recommandations avec les plans d'actions détaillant les statuts et échéances des actions.

Les audits internes réalisés au cours de l'année 2019 se détaillent comme suit :

- Contrôle budgétaire
- Exigences qualitatives (pilier 2)
- Gestion des cotisations collectives et exploitation de la Déclaration Sociale Nominative
- Organisation de la gestion du Service Technique
- Gestion des réclamations
- Action Sociale
- Organisation du service informatique
- Lutte contre blanchiment capitaux et le financement terrorisme
- Gestion des investissements
- Exigences quantitatives (pilier 1)
- Respect du Règlement Général sur la Protection des Données
- Dispositif de protection de la clientèle
- Maintenance des infrastructures et du réseau y compris le Plan de Continuité de l'Activité
- Révisions des prestations
- Informations à destination du public et du superviseur (pilier 3)
- Gouvernance institutionnelle
- Gouvernance interne
- Organisation du service comptabilité

Les recommandations importantes formulées dans le cadre de ce périmètre portent sur la formalisation des travaux et des contrôles ainsi que sur le suivi des activités.

Vu début 2020, 439 recommandations ont été émises depuis 2017 par l'audit interne avec un taux de mise en œuvre de 71 % comme mentionné ci-dessous :

		Taux de recommandations terminées		
Année d'émission	Nombre de recommandations	Vu fin 2017	Vu fin 2018	Vu début 2020
2017	60	65%	98%	100%
2018	140	-	58%	90%
2019	239	-	-	54%
Total	439	65%	70%	71%

2.5.2.Mise en œuvre de la fonction d’audit interne

Le détenteur de la fonction d’audit interne impulse les différents travaux nécessaires à sa mission définie à l’article 271 du règlement délégué 2015-35 de la Commission du 10 octobre 2014.

Parmi ses responsabilités, le responsable de l’audit interne réalise les missions définies dans le plan d’audit triennal en respectant les normes en vigueur, suit les plans d’action associés aux audits internes et externes, rédige le rapport annuel d’audit interne et procède annuellement à la révision de la politique d’audit interne.

La formalisation des travaux menés - rapport de mission, plan d’audit, rapport annuel d’audit interne, politique d’audit interne - est présentée à la Direction Générale, au comité d’audit et au Conseil d’administration.

2.5.3.Indépendance de la fonction d’audit interne

Afin de garantir l’indépendance du responsable de l’audit interne et de respecter les exigences réglementaires relatives à cette fonction clé, les mesures suivantes sont actuellement en place :

- Le responsable de l’Audit est directement rattaché à la Direction Générale, ce qui lui permet de mener à bien ses responsabilités sans risque de conflit et lui assure un champ d’investigation le plus large possible ainsi qu’une mise en œuvre efficace des recommandations
- Le responsable de l’Audit assiste au Conseil d’administration dès lors que les points à l’ordre du jour relèvent d’un domaine de l’audit
- Le responsable de l’Audit dispose, en cas de besoin, d’un accès direct et non restreint à la Direction Générale et au Comité d’audit, émanation du Conseil d’administration
- Le responsable de l’Audit n’a pas exercé et n’exerce pas de fonction opérationnelle au sein de l’Institution, garantissant ainsi l’absence de conflit d’intérêt entre la fonction et les responsables administratifs.

2.5.4.Description de la politique d’audit interne

La politique d’audit interne décrit l’ensemble des prérogatives nécessaires au bon fonctionnement du dispositif d’audit interne et sa capacité à répondre aux exigences réglementaires.

Le document définit en conséquence le cadre de référence du dispositif d’audit interne et les liens entre les différentes parties prenantes : Conseil d’administration, Comité d’audit, Direction Générale, responsable de l’audit interne, audités.

Les dispositions de la politique d’audit interne sont revues annuellement par le responsable de l’audit et donnent lieu si besoin à une mise à jour. Chaque évolution de la politique est soumise à la validation de la Direction Générale et du Conseil d’administration, après analyse préalable par le Comité d’audit.

2.5.5.Description du plan d’audit interne

L’objectif du plan d’audit interne est de réaliser l’audit de l’ensemble des processus - gouvernance, métier, supports - sur un cycle de trois ans.

Le plan d’audit triennal 2017-2019 sera achevé début 2020 avec la réalisation de 37 missions.

Validé par le Conseil d'administration du 19 septembre 2019, le plan d'audit triennal 2020-2022 prévoit la planification de 38 missions sur les exercices 2020 à 2022 : audits d'un sujet non traité sur la période 2017-2019, audits spécifiques d'un sujet intégré dans une mission, missions de suivi.

Le plan d'audit prend en compte :

- Les risques opérationnels et organisationnels : gestion des adhésions, cotisations, prestations et paiements, comptabilité...
- La réglementation : réforme Solvabilité 2, loi Eckert, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ...
- Les projets impactant l'Institution.

Les axes suivants sont intégrés dans toutes les missions d'audit :

- L'évaluation de la pertinence, de la qualité et de l'efficacité de l'organisation, des systèmes d'information et des processus
- La vérification de la conformité des processus avec les lois, réglementations, normes, procédures règles et politiques internes, en vigueur
- La vérification de l'existence, de la pertinence et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne
- L'identification et l'évaluation de la maîtrise des risques
- Le contrôle du caractère exhaustif, exact, approprié et traçable des informations produites

2.6. Fonction actuarielle

2.6.1. Structure et organisation de la fonction actuarielle

La fonction actuarielle est portée par un salarié rattaché directement au Directeur Général. Il réalise les travaux listés de façon non exhaustive ci-après :

Production en norme comptable française

- Inventaires trimestriels et annuels
- Prévision de budget

Production en normes solvabilité II

- Etablissement du bilan prudentiel et calcul des ratios de solvabilité
- Production des états réglementaires annuels et trimestriels (QRT)
- Contribution au RSR
- Rapport de la fonction actuarielle
- Contribution à la gestion des risques

Etudes actuarielles nécessaires au pilotage des risques assurantiels

- Suivi des ratios de sinistralités et des cadences de règlements des sinistres
- Etude sur les boni-malis
- Mise à jour des études sur les tables d'expériences
- Analyse du risque de révision

Veille réglementaire et adaptation des processus de travail

2.6.2. Réalisation 2019 et Perspectives 2020

Le rapport de la fonction actuarielle présenté en 2016, indiquait que « La mise en place d'un document unique sur les calculs solvabilité II permettrait d'améliorer l'auditabilité du processus ».

De fait, une refonte de l'ensemble du processus et de la documentation encadrant l'estimation des provisions techniques tant en norme sociale qu'en norme prudentielle a été effectué en 2017 et en 2018. L'optique de la démarche, qui devra faire l'objet d'une révision a minima annuelle, est triple :

- Automatiser les extractions nécessaires aux calculs des provisions et ce du fait de l'implémentation du progiciel de gestion des données SAS ;
- Compléter le corpus documentaires existant pour intégrer l'approche multinorme ;
- Documenter l'ensemble des contrôles effectués par l'actuariat tant au niveau du calcul des provisions que des études actuarielles connexes.

Il est à noter que les données utilisées dans le cadre de l'inventaire fait l'objet de contrôles dans le cadre de la politique de la Qualité des Données (contrôles de cohérence entre CIMEON (décomptage), données intégrées dans PM Expert, données présentées au sein de la note d'inventaire. Ce contrôle de cohérence a été réalisé sous la supervision de la Direction Générale pour chacun des inventaires au cours du second semestre 2019.

Le processus visant à assurer les calculs et les provisions est décrit au sein d'un document validé par la fonction actuarielle « processus de provisions en norme sociale V2 » compléter au fil de l'eau. Des contrôles d'alimentation seront par ailleurs exercés de même que les éventuels points de rupture seront objectivement présentés en tant que risques sur les données.

La fonction actuarielle émet également un avis sur la suffisance et la qualité des données. Pour ce faire, elle procède à des analyses quantitatives et qualitatives : vérification des formats et des cohérences des dates qualitatives ; analyse des écarts, des variations et des extrêmes.

En cas de doutes, des questions ont été posées aux intervenants concernés pour obtenir des précisions, ou décider de mesures correctrices à mettre œuvre. En cas de nécessité, des alertes auraient été remontées à la Direction Générale pour arbitrage. Il ressort que le nombre d'interrogations est très faible et ne remet pas en cause le calcul des provisions en Best Estimate.

Le détenteur de la fonction actuarielle est aussi le garant des méthodes, hypothèses et modèles retenus. Ainsi, les provisions mathématiques sont calculées sur la base des méthodes traditionnellement utilisées en actuariat prévoyance. A cet effet il a été retenu le principe de ne pas utiliser de modèles stochastiques et ce afin d'éviter des risques de modèles supplémentaires.

Enfin, conformément aux attendus de la directive Solvabilité II, le responsable de la fonction actuarielle produit, dans le cadre du rapport de la fonction actuarielle, des avis sur les politiques de souscription et de réassurance. A ce titre, il a réaffirmé la nécessité d'intégrer une projection du ratio de sinistralité dans tous les documents relatifs aux améliorations des garanties ou des revalorisations.

Conformément au souhait de l'ACPR, depuis le 04 février 2019, les fonctions clé Actuariat et Gestion des risques sont portées désormais par 2 personnes distinctes avec des compétences reconnues en actuariat. Ainsi la séparation des fonctions clés assure désormais l'Institution de l'indépendance souhaitée pour ces 2 fonctions.

Il est à noter que les travaux d'actuariat en 2019 auront été entièrement réalisés conformément aux exigences réglementaires et en conformité avec le calendrier requis. Le responsable de la fonction clé Actuariat aura assuré directement les différents travaux d'actuariat.

Enfin à propos des perspectives 2020, L'Institution poursuivra son analyse et ses expertises sur la totalité du processus d'inventaire. Elle fera procéder à l'actualisation de ses études « boni-mali » nécessaires, sur les années d'études manquantes. Elle poursuivra ses études sur la comparaison des tables d'expérience, issues de ses bases de données et celles définies par la réglementation, tout en sachant que les données d'expériences ne sont pas encore totalement suffisantes pour toutes les garanties. Enfin, un déploiement plus conséquent de la politique sur la qualité des données sera nécessaire pour encore plus fiabiliser le processus. Un processus de certification interne du processus actuariel est envisageable.

2.7. Sous-traitance

Depuis 2015, l'Institution a défini une politique de sous-traitance dont les principaux éléments sont repris ci-après. En effet, le recours à des entreprises extérieures se fait dans une logique de sécurisation et de performance de l'activité notamment pour :

- Bénéficier de compétences et de moyens spécialisés ou rares
- Absorber des pics d'activité ou accroître la réactivité
- Disposer des meilleures pratiques sur des activités non cœur de métier
- Produire des tierces expertises ou réaliser des contrôles indépendants.

Les sous-traitants sont choisis après une mise en concurrence qui permet de valider que le prestataire est doté des aptitudes, de la capacité et de tout agrément légal nécessaires à l'exercice des fonctions requises. Cette mise en concurrence va procéder à :

- Une analyse du savoir-faire du candidat, ainsi que des services et produits proposés
- Une analyse de la protection des intérêts de l'Institution et du respect de son environnement légal
- Une analyse sur le déroulé de la mission et les conditions de mise à jour des logiciels
- Une analyse des plans d'urgence et de la réversibilité

Dans le cadre du déploiement et du suivi des entreprises sous-traitantes, l'Institution a nommé les acteurs suivant dont les rôles sont précisés :

- Un référent interne nommé pour chacun des sous-traitants : il doit s'assurer que le contrat et / ou la prestation produisent les effets escomptés
- Un référent interne au sous-traitant qui est le point d'entrée privilégiée de l'Institution et avec qui des mises aux points peuvent être réalisées

Ces référents échangent sur une base régulière afin de s'assurer de la conformité de la prestation au regard des attendus du contrat. Ces échanges se font dans le cadre de comité de pilotage, par téléphone ou par courriel. Tout sérieux dysfonctionnement relevé au cours de ces points fera l'objet d'une communication au responsable de la politique de sous-traitance.

Lors de la revue annuelle, le responsable de la politique présente aux Instances, les éléments suivants :

- Eventuelles modifications de la cartographie des sous-traitants
- Evaluations et dysfonctionnement significatifs relevés
- Contrôles des sous-traitants
- Révision contractuelle
- Procédures de choix en cours
- Procédures de choix en cours

Un bilan annuel des opérations réalisées dans l'année au titre de la maîtrise des sous-traitants. Au titre de 2019, 2 avenants spécifiques ont été signés avec 2 sous-traitants visant à accroître la maîtrise des risques par la mise en place d'éventuels plans de remédiation par les sous-traitants.

Liste arrêtée au 1^{er} février 2020

Nom du Sous-traitant	Périmètre	Raison de l'externalisation	Référent Interne	Référent sous-traitant	Ressort territorial
Maintenance des outils nécessaires à l'activité					
IBM	Maintenance de l'AS 400	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable système d'informations	Service support +33 (0)2 38 55 77 50 +33 (0) 810 63 12 13	Impacte directement le cœur de métier
IMNET	Plateforme nécessaire au passage en GEIDE des documents ; Contrat avec ORANGE sur l'hébergement de la GEIDE	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable moyens généraux	Laurent Zylbersztajn lzylbersztajn@imnet.fr +33 (0)1 53 26 86 60	France
Maintenance des outils / prestations à orientation réglementaire					
ACTUARIS	Plateforme nécessaire pour réaliser les calculs en norme Solvabilité II	Bénéficier de compétences	Responsable Actuariat et Gestion des Risques	Céline Blattner +33 (0)4 72 18 58 58 Celine.blattner@actuaris.com	France
C3S	Conversion des ENS et des QRT en format XBRL	Disposer des meilleurs pratiques	Responsable Service Comptabilité	Nigel Sharpe + 33 (0)1 53 36 49 37 nigel.sharpe@c3s-mul.com	France
OFI	Transparisation des OPCVM	Accroître la réactivité	Responsable Actuariat et Gestion des Risques	Matthieu VERLUT D'AMORE +33 (0)1 40 68 67 43 mverlut@ofi-am.fr	France
CEGID	Maintenance de l'outil de constitution des déclarations fiscales	Disposer des meilleures pratiques sur des activités non cœur de métier	Responsable Service Comptabilité	Nadir DELLI +33 (0)1 72 87 91 81 ndelli@cegid.fr	France
Externalisation de prestation					

CLARANE T	Fourniture de la fibre ; Secours des infrastructures de production ; Hébergement de services managés (évasion internet, messagerie, site institutionnel) ; Mise à disposition de postes virtuels distants (secours externe)	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable Système d'Informations	Josselin BORDIER Support@diademys.com JBORDIER@diademys.co m+33 (0) 811 885 224	France
EGZ	Etablissement des bulletins de salaires et de la DSN	Bénéficiaire de compétences	Responsable des RH	Frédéric COUSIN Frederic.cousin@payes-egz.fr	France
Diademys (Claranet)	Fourniture de la fibre ; Secours des infrastructures de production ; Hébergement de services managés (évasion internet, messagerie, site institutionnel) ; Mise à disposition de postes virtuels distants (secours externe)	Disposer des meilleures pratiques sur des activités	Responsable Système d'Informations	Alexandre Bonin alexandre.bonin@fr.clara.net Isabelle Caspar-durand isabelle.caspar-durand@fr.clara.net	France
CIM	Société gestionnaire des flux de données de DSN	Disposer d'une expertise en gestion de flux	Responsable Système d'informations	Benoit Bonnifait Référént technique Benoit.Bonnifait@sa-cim.fr	France

2.8. Evaluation de l'adéquation du système de gouvernance à la nature, l'ampleur et la complexité des risques de l'entreprise

L'exercice de la gouvernance est conforme aux prérogatives et travaux définis par la Directive Européenne Solvabilité 2 et le code de la sécurité sociale.

Les 3 piliers de la Directive sont traités exhaustivement. Les exercices ORSA proposés concourent à l'appréciation des risques et à la connaissance du modèle économique. En 2019 l'exercice modélise les principales décisions du Conseil d'administration qui s'accompagnent systématiquement d'études économiques et actuarielles.

Toutes les politiques sont révisées annuellement en fonction des résultats produits, des demandes de consolidation d'approches spécifiques et d'éléments complémentaires issus du règlement délégué.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises en fonction de travaux permettant à l'ensemble de ses membres d'avoir une information de qualité et actualisée sur les éléments de Solvabilité et

notamment sur le risque lié aux placements. Ces éléments se trouvent par ailleurs renforcés fin 2019 sur les risques de marché.

Les fonctions clés participent aux comités d’audit et aux Conseils d’administration selon les points établis à l’ordre du jour. Leur indépendance est réaffirmée (rapports des fonctions, accès direct à la gouvernance).

La formation des membres du conseil d’administration à Solvabilité 2 s’est poursuivie en 2019 par la réalisation de parcours qualifiants à la gouvernance (cf. tableau ci-après)

Intitulés des formations réalisées en 2019	Nom de l'Administrateur
Autorités de contrôles	LAVAUD Patrick
Autorités de contrôles	ZULIAN Frédéric
Enjeux d'une gestion équilibrée des garanties	GRANDJEAN Laurence
Evaluation des risques sous solvabilité 2	GRANDJEAN Laurence
Evaluation des risques sous solvabilité 2	MASURE Marc
Fonctionnement des instances et évaluation des travaux du conseil d'administration	MATHAR Madeleine
Fonctionnement des instances et évaluation des travaux du conseil d'administration	SARDAIS Lydie
Fonctionnement des instances et évaluation des travaux du conseil d'administration	ZULIAN Frédéric
Formation IFA/ Sciences-Po	MASURE Marc
Gestion des actifs financiers d'une institution de prévoyance	SARDAIS Lydie
Marché de l'assurance	MASURE Marc
Marché de l'assurance	ZULIAN Frédéric
Nouveaux enjeux de la communication financière	LERAT Isabelle
Règles de conformité applicables aux institutions de prévoyance	LAVAUD Patrick

3. PROFIL DE RISQUE

Le processus d'établissement du profil de risque se base principalement sur, les principes indiqués dans la politique de gestion de risques et la cartographie des risques mis en place par l'Institution.

La politique de gestion des risques « générale » est complétée par les politiques écrites suivantes :

- Gestion des risques opérationnels
- Gestion des risques assuranciers
- Gestion des risques financiers
- Gestion des risques actif-passif
- Gestion des risques de liquidité

Les politiques écrites reprennent les items attendus par la directive Solvabilité II : identification, modélisation, quantification, pilotage et reporting des risques. L'ensemble des politiques font l'objet d'une révision annuelle.

La cartographie des risques et des processus a été construite sur une approche « top-down » ou de haut en bas. Les plans d'actions qui en découlent font l'objet d'un suivi dans le cadre du Comité des Risques.

La suite de cette partie va donc détailler pour les cinq grandes familles de risques identifiées dans le cadre des articles 295 et 309 du règlement délégué 2015/35 de la commission du 10 octobre 2014

3.1. Risque de souscription

Le risque de souscription est pris par l'Institution dans le cadre de son activité de prévoyance. Il découle des spécificités de l'assurance et de l'inversion des cycles qui caractérise celle-ci.

3.1.1. Analyse des risques de souscription

L'analyse à fin 2019 a reposé sur la même méthode que celle retenue précédemment : la souscription a été à nouveau analysée sous deux angles : la tarification et le provisionnement. Ce dernier a également été ventilé en fonction de la nature du risque qui conduirait à son apparition et seules les principales causes d'occurrence sont reprises ici :

- **Risque d'anti-sélection** : du fait du contrat collectif à adhésion obligatoire, l'Institution ne peut refuser de couvrir des participants dont la sinistralité serait supérieure à celle prises en compte pour la tarification, les affaires nouvelles (au sens de la directive solvabilité II) sont uniquement les nouvelles cotisations apportées par de nouveaux salariés, d'où un risque d'anti-sélection et non de tarification pour l'Institution puisqu'elle évolue en portefeuille fermé. La sous-sinistralité future probable inhérente est donc portée par les nouveaux adhérents entrants
- **Risque de mortalité** : une augmentation du taux de mortalité entraîne une augmentation des engagements d'assurance
- **Risque de longévité** : une baisse du taux de mortalité entraîne une augmentation des engagements d'assurance
- **Risque de révision** : une révision des rentes du fait d'un changement réglementaire ou d'une dégradation de l'état de santé va impliquer une hausse des engagements

- **Risque catastrophe** : un événement extrême peut se traduire par un taux d'entrée dans le risque supérieur à celui pris en compte pour la tarification et pour les provisions

3.1.2. Indicateurs de suivi et mesure d'atténuation

Les risques précités sont suivis au travers des SCR spécifiques présents dans la formule standard ou via des études spécifiques.

Le risque de **tarification** a été appréhendé comme le risque que les fréquences d'entrée en sinistre et leurs coûts soient supérieurs à ce qui est attendu. En tant qu'organisme recommandé, ce risque ne peut être piloté qu'à posteriori. En effet, l'Institution ne peut ni faire de sélections des participants, ni refuser des dossiers de prestations sauf en cas de prescription des dates de déclaration.

Les risques **d'anti sélection**, de détérioration des taux d'entrée ou des coûts sont détectés au travers des outils de surveillance mis en place (nombre de dossiers, ratio de sinistralité et taux d'entrée...). Ils seront corrigés, dans un premier temps, par une allocation de fonds propres, puis dans un second temps, par des ajustements des cotisations et / ou des garanties visant à rétablir les équilibres techniques.

Le risque de **provisionnement** concerne les garanties dont le suivi fait appel à des techniques actuarielles vies : rentes de conjoints et d'éducatives...

Il peut être généré, d'une part, par une **mortalité** plus ou moins importante que celle anticipée dans les tables utilisées pour les calculs. Ce risque peut, d'autre part, découler d'une **révision** à la hausse du niveau des garanties (baisse du temps de travail, changement de catégorie d'invalidité, ...).

Ces différents risques sont suivis par la production de budget rectificatif ainsi que par des indicateurs tels que les ratios de sinistralité ou les boni-malis calculés sur une base annuelle tout comme les SCR associés. Les techniques d'atténuation pourront faire appel aux leviers suivants :

- Augmentation des cotisations
- Renforcement de la réassurance
- Réduction des frais de gestion
- Ajustement des garanties

Concernant le risque **catastrophe**, il n'a été enregistré à ce jour qu'une catastrophe en 2006 au titre de laquelle il avait été reçu 15 dossiers des agents d'un adhérent ayant péri dans un accident aérien. Ce risque n'a fait l'objet d'aucune mesure d'atténuation du fait de l'absence de traité de réassurance non proportionnelle.

Un traité catastrophe en excédent de perte a été passé entre l'Institution et le réassureur Axis Re en 2018. Ce traité permet une prise en charge des excédents de sinistre au-delà de 2 millions d'euros de perte dès lors que plus de 3 participants seraient impactés par un risque de catastrophe, une première métrique, autrement dit l'impact en matière d'évolution de la solvabilité globale, a été produite lors du dernier rapport ORSA.

3.1.3. Concentration associée au risque de souscription

Du fait de la nature des garanties prévoyances proposées, l'Institution est exposée aux risques inhérents à la vie humaine et principalement la longévité et la mortalité, y compris le risque catastrophe.

Le traité de réassurance souscrit en 2018 permet une atténuation significative du choc en catastrophe santé, et implicitement de la plus grande concentration connue d'assurés.

3.1.4. Analyse de sensibilité

Dans le cadre de ses travaux sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité, l'Institution a testé l'impact d'une dégradation simultanée de 20 % des ratios de sinistralités sur l'ensemble de ses garanties.

Pour réaliser les tests, l'Institution a fait varier un des paramètres nécessaires à la constitution du bilan prudentiel en norme S2.

L'analyse, à fin 2019, a montré que le ratio de solvabilité est conservé supérieur à 250 % hormis sur la dernière année (sans mesure modélisée pour revenir à un taux supérieur à 250%). Le résultat baisse à compter de 2020 et ce jusqu'à 2023, de même que les fonds propres éligibles. Les SCR de souscription passent de 54 M€ en 2019 à 57 M€ en 2023.

Il conviendra, en matière de reverse stress, de modéliser les décisions de gestion permettant de rétablir un taux de solvabilité à 250% en fin de projection.

3.2. Risque de marché

Le risque de marché correspond à l'impact sur la valorisation des actifs de l'Institution de variables financières telles que les cours des actions, les taux d'intérêt, les cours de l'immobilier, etc.

La gestion des risques financiers fait l'objet d'une politique spécifique qui y détaille les items relatifs, à savoir l'identification, la modélisation, la quantification, le pilotage et le reporting des risques.

L'Institution suit les risques financiers à l'aide des outils suivants :

- La formule standard SCR avec notamment le calcul du SCR de marché
- Les rapports des partenaires financiers
- Les dispositions édictées par l'EIOPA
- Les avis de place par le CTIP

Il est précisé que :

« Le mode de gestion privilégie le pilotage de la volatilité avant celui du rendement. Le contexte des marchés financiers depuis le début des années 2000 a amené l'Institution à ne pas appliquer simplement les méthodes classiques d'allocation d'actifs. Les calculs sont cependant effectués pour analyser les différences avec les choix arrêtés. »

3.2.1. Analyse des risques de marché

Le risque de marché est ventilé en particulier entre :

- **Risque action** : Impact de la volatilité ou du niveau des actions et des obligations convertibles détenues en direct ou non ainsi que des OPCVM orientées gestion alternative
- **Risque Immobilier** : Impact de la volatilité des valeurs du marché immobilier sur la valorisation des actifs physiques ou détenus via des structures (SCI, OPCI...)
- **Risque de Taux d'intérêt** : sensibilité de la valeur des actifs et des passifs de l'entreprise et de ses instruments financiers aux changements affectant la courbe des taux d'intérêt ou la volatilité des taux d'intérêt
- **Risque de Spread ou risque « d'écart de crédit »** : dégradation probable de la qualité d'une contrepartie obligataire ou d'un débiteur de crédit, impactant la qualité du portefeuille de crédit de l'organisme (obligations) et la probabilité de remboursement au terme de l'opération. L'écart est alors apprécié entre la courbe des taux sans risque et la performance des produits de taux du portefeuille (taux de rendement actuariel)
- **Risque de Change** : impact d'une variation des taux de change entre les différentes monnaies affectant la valeur des actifs détenus dans le portefeuille
- **Risque de Concentration** : les actifs financiers détenus se concentrent sur des mêmes émetteurs, par conséquent moins diversifiés, accroissant l'exposition au risque de défaut d'émetteurs (concentration sectorielle, géographique, classe d'actifs...)

La CAPSSA applique usuellement les normes de Solvabilité 2 en retenant la méthode standard proposée par la réglementation. Dans cette méthode, le risque de gestion des investissements fait l'objet d'une exigence en fonds propres : le SCR de marché qui représente un montant de 163.7€.

3.2.2. Indicateurs de suivi et mesure d'atténuation

L'ensemble des risques de marché fait l'objet d'un suivi particulier du fait de leur importance. Ainsi, des situations quotidiennes de la trésorerie sont réalisées. La production régulière des états de portefeuille permet de détecter toutes les anomalies nécessitant un ajustement de l'allocation d'actif. Celui-ci peut aussi être consécutif à une alerte générée par des grands événements de place.

Ce reporting est remis à toutes les réunions d'Instances (Conseil d'administration, Comité d'Audit, Bureau et Commission Sociale). Les administrateurs peuvent donc analyser les résultats de la gestion. Enfin, tous les ans un rapport externe sur la politique de placement est réalisé.

Tous les risques sont également suivis au travers des SCR spécifiques présents dans la formule standard ou via des études spécifiques. Ainsi, pour valoriser le risque action, un maximum sur 10 ans du montant des provisions pour dépréciations durables comme montant des pertes enregistrées sur les marchés financiers a été retenu. Il est à noter qu'une très forte volatilité de cet agrégat a été observée sur le passé et qu'en retenant le maximum, une approche prudente est retenue.

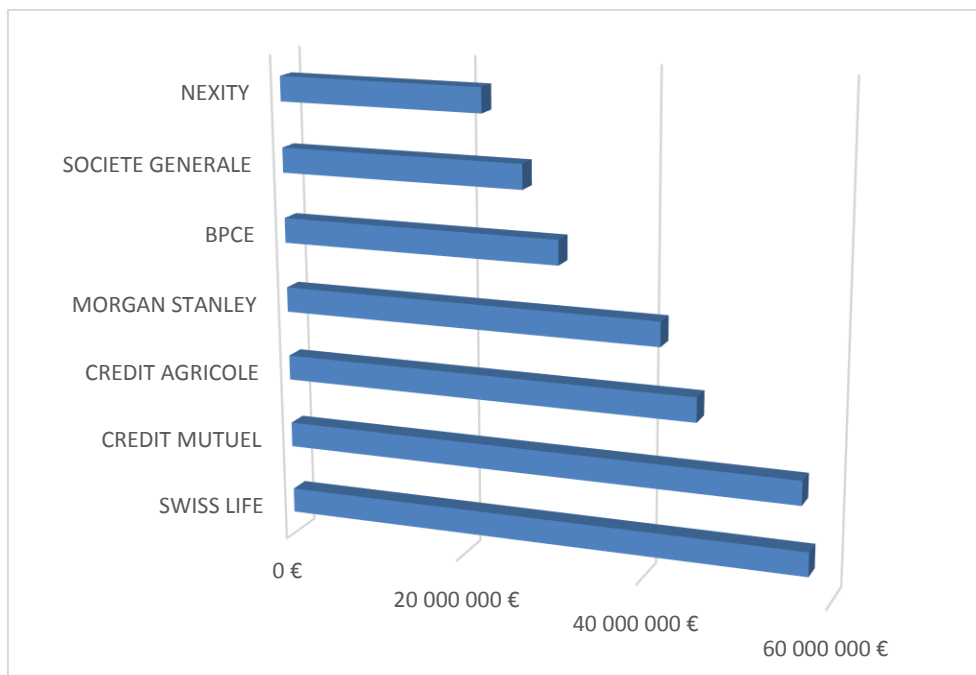
Les Instances ont également fixé des objectifs sur les ratios ci-après :

- Part du monétaire dans l'allocation Stratégique
- Ratio du SCR Taux sur la valeur de marché des actifs soumis au risque de taux
- Coût en SCR marché d'un € de placement
- Rendement comptable

L'ensemble de ces éléments peut conduire à une réallocation du portefeuille dans les limites de l'allocation d'actifs décidée par les Instances.

3.2.3. Concentration associé au risque de marché

La dispersion des actifs conduit à limiter l'exposition au risque tant en terme de catégories d'actifs que d'émetteurs.



3.2.4. Analyse de sensibilité

Outre l'analyse réalisée dans le cadre de ces travaux sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité, des tests d'évaluation du risque de Perte de Valeur et de Liquidité sont réalisés.

N'ayant pas la vision du passif, les stress test de liquidité ont porté sur l'actif. Pour cela, l'hypothèse de baisse de 20% des actifs Immobiliers, private equity, actions, obligations et trésorerie dynamique a été retenue. Seuls le monétaire régulier et les liquidités ne sont pas affectés par ce scénario, dans le cadre du rapport annuel sur les placements, sous les scénarii ci-après :

- H 1 : 1994 => Krach obligataire marqué par une remontée brusque des taux d'intérêt
- H 2 : 1998 => Crise financière en Russie qui va se solder par la faillite du fonds spéculatif américain LTCM
- H 3 : 2000 => Eclatement de la bulle technologique
- H 4 : 2001 => Conséquences des attentats du 11 Septembre 2001
- H 5 : 2008 => Crise financière mondiale suite à la faillite de la banque américaine Lehman Brothers
- H 6 : 2011 => Crise de la dette souveraine sur la Zone Euro
- H 7 : 2018 => Baisse brutale des marchés actions suite à des craintes de retournement de cycle
- H8 : => Baisse de 20% des actifs hors monétaire et liquidités.

Classe d'actifs	Montant (en €)	Poids (en %)	Scénario H1	Scénario H2	Scénario H3	Scénario H4	Scénario H5	Scénario H6	Scénario H7
Actifs Immobiliers	35 775 971,11	3,2%	35 775 971,11	35 775 971,11	35 775 971,11	35 775 971,11	22 041 575,80	31 100 051,69	27 092 405,39
Private Equity	9 842 398,15	0,9%	11 712 453,80	8 169 190,46	7 184 967,41	10 106 568,11	4 724 351,11	8 297 493,65	8 543 201,59
Obligations et FCT	633 791 093,84	57,0%	563 416 359,27	614 011 550,91	649 523 423,96	645 417 135,71	649 725 803,84	616 429 703,46	610 161 108,02
Gestion alternative	20 796 502,00	1,9%	22 876 152,20	18 716 851,80	23 305 205,56	22 348 668,10	15 597 376,50	20 190 155,62	20 363 934,75
Actions Euro	136 140 656,10	12,2%	121 165 183,93	106 189 711,76	132 679 611,09	111 237 234,38	74 877 360,85	115 867 863,88	118 850 792,77
Actions USA	54 591 634,37	4,9%	52 014 331,95	44 900 132,42	49 056 486,66	47 471 417,87	33 581 610,60	45 915 165,58	51 186 612,34
Actions Pays émergents	27 352 038,01	2,5%	32 548 925,24	22 702 191,55	19 967 034,34	28 086 166,71	13 128 978,25	23 058 746,28	24 534 778,10
Fonds Monétaires	43 971 676,64	4,0%	43 971 676,64	43 971 676,64	43 971 676,64	43 971 676,64	43 971 676,64	43 971 676,64	43 971 676,64
Liquidités	150 407 723,40	13,5%	150 407 723,40	150 407 723,40	150 407 723,40	150 407 723,40	150 407 723,40	150 407 723,40	150 407 723,40
Total	1 112 669 693,61	100,0%	1 033 888 777,52	1 044 845 000,05	1 111 872 100,16	1 094 822 562,04	1 008 056 456,99	1 055 238 580,18	1 055 112 233,00
% de perte			-7,1%	-6,1%	-0,1%	-1,6%	-9,4%	-5,2%	-5,2%

Classe d'actifs	Perte	Montant (en €)	Scénario H8
Actifs Immobiliers	-20%	35 775 971,11	28 620 776,89
Private Equity	-20%	9 842 398,15	7 873 918,52
Obligations et FCT	-20%	633 791 093,84	507 032 875,07
Gestion alternative	-20%	20 796 502,00	16 637 201,60
Actions Euro	-20%	136 140 656,10	108 912 524,88
Actions USA	-20%	54 591 634,37	43 673 307,50
Actions Pays émergents	-20%	27 352 038,01	21 881 630,41
Fonds Monétaires	0%	43 971 676,64	43 971 676,64
Liquidités	0%	150 407 723,40	150 407 723,40
Total		1 112 669 693,61	929 011 634,89
% de perte			-16,5%

3.2.5. Liste des actifs et principe de la personne prudente

A fin 2019, les actifs dans lesquels la CAPSSA est investie, sont repris dans le tableau ci-après :

Étiquettes de lignes	Valeur de marché décembre 2019	Valeur de marché décembre 2019
Fonds d'investissements	865 773 003	79,93%
CM-CIC CASH C	186 756 087	17,24%
SLF (F) MONEY MARKET EURO I	186 449 917	17,21%
CAPSSA CASH EQUIVALENT	99 829 930	9,22%
CAPSSA CASH EQUIVALENT 2	82 043 042	7,57%
HUGAU MONETERME I	50 890 699	4,70%
AMUNDI CASH CORPORATE IC	29 251 984	2,70%
METROPOLE SELECTION A	23 221 035	2,14%
ALLIANZGI CLUB MICRO CAP	20 693 098	1,91%
CANDRIAM MONETAIRE SICAV Action V	17 083 977	1,58%
SILVER AUTONOMIE	14 872 491	1,37%
CLUB FRANCE SMALL CAPS	11 334 150	1,05%
INSTITS OBLIG 4	11 223 175	1,04%
S2IEM	10 774 693	0,99%
YOUNITED CREDIT CONSERVATEUR LONG	10 476 080	0,97%
FCT PRIDE COMPARTIMENT 2014-1	10 268 473	0,95%
INSTITS OBLIG 5	9 993 960	0,92%
AMUNDI LEVERAGED LOANS EUROP 18	9 985 888	0,92%
BI SICAV - EMERGING MARKETS CORPORATE DEBT I	7 585 270	0,70%
CLUB INNOVATION SANTE	7 501 785	0,69%
AMUNDI ACTIONS PME C	6 118 840	0,56%
BNP PARIBAS FCT FPE	5 587 803	0,52%
2 I SELECTION	5 544 810	0,51%
MIRABAUD CONVERTIBLE	5 094 394	0,47%
H2O VIVACE	5 009 284	0,46%
BEST BUSINESS MODELS IC	4 988 513	0,46%
GROUPAMA AVENIR EURO	4 774 290	0,44%
Sicav Essor USA opportunités	3 274 815	0,30%
PICTET BIOTECH - HP EUR	2 993 798	0,28%
MICADO FRANCE 2019	2 879 007	0,27%
PARWORLD MULTI-ASSET BOOSTER I CAP	2 875 424	0,27%
DIAMANT BLEU INTRADAY	2 847 798	0,26%
CANDRIAM RISK ARBITRAGE C	2 774 805	0,26%
PARVEST EQUITY EUROPE EMERGING CC	2 191 124	0,20%
EDR MULTI ALTERNATIF CLUB (I)	2 037 303	0,19%
OSTRUM ACTIONS EURO MICRO CAPS	2 028 312	0,19%
AMUNDI GLOBAL MACRO 2 I	1 781 556	0,16%
PARVEST EQUITY TURKEY CC	1 281 009	0,12%
CPR EUROPE NOUVELLE P	737 444	0,07%
LYXOR DETTE SENIOR EUROPEENNE	716 940	0,07%
Private Equity	63 128 764	5,83%
LFPI RESILIENCE	7 936 000	0,73%
BIODISCOVERY 4 - parts A	7 742 139	0,71%
UNIGESTION SECONDARY OPPORTUNITY III	6 155 041	0,57%
PARTECH INTERNATIONAL VI	5 418 446	0,50%
INFRAVIA EUROPEAN FUND II	5 275 000	0,49%
WCP#2	3 716 960	0,34%
iBionext Growth Fund	3 511 410	0,32%
MASSINISSA LUX	3 110 055	0,29%
IDINVEST SECONDARY FUND II	3 101 760	0,29%
21 CENTRALE PARTNERS IV	3 010 800	0,28%
FRANCE EUROPE CAPITAL - Parts B	2 159 255	0,20%
BIODISCOVERY 3 - parts B	2 104 614	0,19%
FLFPE	1 852 000	0,17%
EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPPORTUNITIES II - parts A	1 838 700	0,17%
BIODISCOVERY 4 - parts B	1 825 492	0,17%
INFRAVIA EUROPEAN FUND IV	1 669 000	0,15%
IRIS CAPITAL FUND III	1 496 107	0,14%
BROWNFIELDS 2	1 082 850	0,10%
FRANCE EUROPE CAPITAL - Parts A2	123 136	0,01%
Obligations d'entreprises	40 795 044	3,77%
AEGIDE 4% 16 - 29/09/23	12 274 044	1,13%
AEGIDE 4% 18 - 29/06/23	10 021 000	0,93%
HA UN 18 6,20% 2024	8 000 000	0,74%
OBLIG DP CAPITAL 5,5% 2023	7 000 000	0,65%
OBLIG 6ème SENS	3 500 000	0,32%
Titres structurés	39 538 849	3,65%
Morgan Stanley 2017-2021	29 197 849	2,70%
OBLIG MORGAN STANLEY 14082023	10 341 000	0,95%
Immobilier direct & indirect	36 792 135	3,40%
GAIA IMMOBILIER	19 061 682	1,76%
IMMOBILIER BD ST. MARTIN	11 300 000	1,04%
OPPORTUNITE PLACEMENT CILOGER 1	3 410 918	0,31%
ALLIANZ IMMO ACC	2 781 262	0,26%
CLUB IMMO SANTE	238 273	0,02%
Participations	19 501 872	1,80%
DOMAINE CHÂTEAU LAMOTHE	19 501 872	1,80%
Trésorerie Dépôts	17 640 556	1,63%
Compte Epargne Rémunéré GE MMB	15 132 573	1,40%
Livret BP 0,3%	2 507 983	0,23%
Total général	1 083 170 224	100,00%

L'art. 132 de la Directive 2009/138/CE précise les attendus au niveau de la « personne prudente » : « Les entreprises d'assurance n'investissent que dans des actifs et instruments présentant des risques qu'elles peuvent identifier, mesurer, suivre, gérer, contrôler et déclarer de manière adéquate ainsi que prendre en compte de manière appropriée dans l'évaluation de leur besoin global de solvabilité. ».

Les attendus sont renforcés par l'orientation 1.11 relative au système de gouvernance (EIOPA-BoS-14/253 FR) :

« Les exigences prévues par la directive Solvabilité II et par le règlement délégué 2015/35 de la Commission couvrent en détail certains des principaux aspects du principe de la personne prudente, tels que la gestion actif-passif, les investissements dans des produits dérivés, la gestion du risque de liquidité et la gestion du risque de concentration. »

Au niveau de l'Institution, le respect du principe de la personne prudente repose sur les règles et procédures mises en place.

- La prévention des conflits d'intérêt repose sur la nature des investissements. En effet, il n'est réalisé aucun investissement en capital, ce qui exclut les influences possibles au travers des mécanismes de droits de vote. Par ailleurs, le responsable de la gestion financière peut être administrateur d'un OPCVM. Néanmoins, il ne prend aucune décision d'investissement en direct ce qui lui empêche d'influencer sur les choix d'investissements. Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Il faut noter que les jetons de présences sont perçus par l'Institution
- Les investissements sur des actifs négociables sur des marchés réglementés sont privilégiés. Dans le cadre du Private Equity, les investissements sont effectués dans des fonds « clubs » où il y a plusieurs investisseurs institutionnels
- La stratégie d'investissement repose sur l'absence d'acquisition en direct d'instruments dérivés. Néanmoins, il pourrait exister de telles lignes de produit dans des OPCVM. Il est donc supposé que la gestion et le suivi de celles-ci sont transférés au gérant d'actif. L'Institution se réserve néanmoins la possibilité d'interroger, voire d'auditer ces acteurs. A cet effet, elle s'appuiera sur le portefeuille transparisé

3.3. Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à la mesure de l'impact sur les fonds propres de mouvements défavorables liés au défaut de l'ensemble des tiers auprès desquels la CAPSSA présente une créance ou dispose d'une garantie.

3.3.1. Description du risque, Indicateur de suivi et mesure d'atténuation

Le risque de crédit intègre les risques de défauts des clients ou des contreparties. Il recouvre également le risque de spread des titres du secteur privé détenus par l'Institution, qui a fait l'objet d'une analyse dans la section précédente.

Concernant le risque de défaut des clients ou d'une contrepartie, l'analyse effectuée par l'Institution est calée sur la présentation retenue dans le règlement délégué. Il existe deux types d'expositions :

- Les expositions dites de type 1 avec de façon non exhaustive les contrats d'atténuation du risque, les avoirs en banque ventilés par contrepartie bancaire
- Les expositions dites de type 2 qui intègrent notamment les montants à recevoir d'intermédiaires, les créances sur les preneurs

Dans le cas de l'Institution, les éléments pris en compte sont :

- Les soldes bancaires nets des passifs
- Les cotisations à recevoir
- Les autres créances nées d'opérations directes

L'ensemble de ces risques est valorisé sur la base du SCR de la formule standard et compte tenu de leur nature, aucune mesure d'atténuation n'a été mise en place.

3.3.2. Concentration associé au risque de crédit

Les cotisations à recevoir des adhérents dont la probabilité de défaillance est quasi-nulle représentent près de 82 % de la base de calcul du risque de type 2.

Le second poste, en termes d'importance, correspond aux dépôts bancaires.

3.4. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Institution ne soit plus en mesure de régler les prestations aux assurés, faute d'actifs cessibles dans un marché en baisse, avec pour conséquence un besoin supplémentaire en trésorerie.

3.4.1. Description du risque, Indicateur de suivi et mesure d'atténuation

Le risque de liquidité ne fait pas l'objet d'une évaluation quantitative dans la formule standard de calcul du SCR et le risque n'est pas ou peu mesurable.

Le risque de liquidité est géré de plusieurs façons :

- L'analyse annuelle des gaps de trésorerie qui met en exergue le niveau élevé du ratio entre les actifs disponibles à moins d'un an et le flux estimé des prestations à verser sous un an (734 % à la fin 2019 contre 851% à la fin 2018)

La volonté affichée de ne pas faire descendre ce niveau en deçà de 500 %, immunise l'Institution à court terme contre un risque d'insuffisance de trésorerie pour faire face à ses engagements à moins d'un an : néanmoins, compte tenu de son importance, ce ratio, sera recalculé, avant toute réallocation significative des actifs.

- La capacité à vendre les actifs dans les meilleures conditions : ainsi, sera considéré comme illiquide, tout produit dont la valeur liquidative n'est pas au moins hebdomadaire. Sont donc considérés

comme illiquide : l'immobilier détenu en direct ou non ; les investissements en Private Equity et certains fonds de type FCT – fonds commun de titrisation ou FPS – fonds professionnels spécialisés

Sur la base du portefeuille arrêté au 31 décembre 2019, le montant des actifs illiquides est de l'ordre de 12% du portefeuille. La perte totale de valeur de ces titres ne remettrait pas en cause la couverture des engagements réglementés.

L'analyse du risque de liquidité intègre également l'analyse du montant de la provision pour prime qui, si elle est négative, correspondra à une ressource future. Cette provision est calculée à partir de l'estimation des cotisations de l'année N+1, de la courbe des taux EIOPA, d'un ratio de sinistralité estimé en interne ainsi que de taux de frais. Le montant total de la provision pour prime ressort à 20,7 M€.

La gestion des risques des placements dans les fonds alternatifs (private equity) disposant d'une faible liquidité est particulièrement suivi.

Un suivi quotidien de la situation de la trésorerie : il permet à l'Institution de connaître au jour le jour la situation de trésorerie de chaque portefeuille et le taux d'emprise sur chaque OPCVM.

Des stress tests permettant d'analyser les besoins de la société en termes d'actifs cessibles. Ces évaluations du risque de Perte de Valeur et de liquidité sont réalisées trimestriellement.

La mesure de la part des actifs illiquides ainsi que l'impact sur la couverture des engagements au passif. Cette mesure est réalisée lors de la production de ce rapport (RSR-SFRC).

3.4.2. Description des techniques d'atténuation du risque et procédures de vérification de l'efficacité de ces techniques

Les outils de gestion du risque de liquidité sont les suivants :

- Les outils de place comme le logiciel Morningstar, AMF, Boursorama et tous les abonnements à des informations nécessaires à l'analyse des marchés financiers
- Des reporting dédiés comme ceux publiés par les OPCVM et les organismes de gestion
- Des outils prospectifs comme le logiciel Addactis Modeling
- Les analyses et stress tests produits pour apprécier la liquidité des actifs selon plusieurs scénarios
- Les outils de transparence et de notations du portefeuille
- Des outils d'analyses des gaps de durations construits à l'aide du logiciel Addactis Modeling

3.5. Risque opérationnel

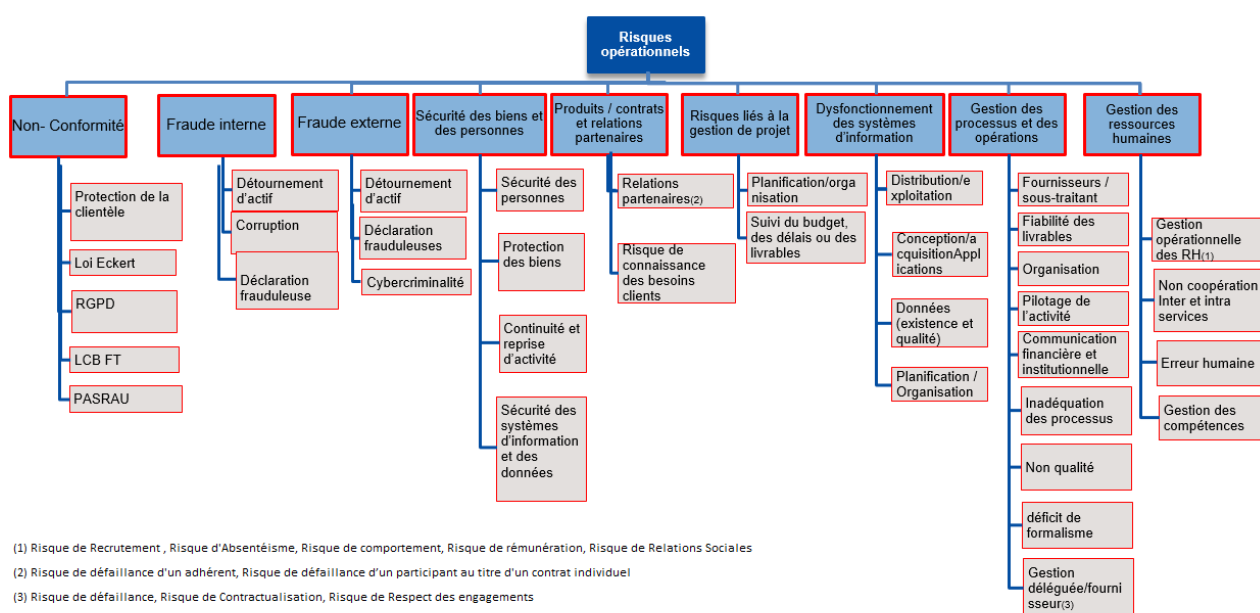
La définition de la Directive Solvabilité II a été retenue : « Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'évènements extérieurs. ». Cette approche exclut le risque de réputations comme le risque stratégique qui sont analysés dans la partie dédiée.

3.5.1. Description du risque, Indicateur de suivi et mesure d'atténuation

Les risques opérationnels ont été identifiés lors de l'établissement de la cartographie des risques et une approche basée sur le référentiel de l'IFACI a été retenue sans en retenir cependant le niveau de détail. Elle a été réalisée sur la base d'entretiens réalisés avec les différents responsables en lien avec la gestion opérationnelle.

Ainsi, une représentation en 9 sous-familles a permis de couvrir l'ensemble des processus internes et des risques liés aux partenaires externes (adhérents, fournisseurs...).

La cartographie a été mise en œuvre avec pour socle la formule standard ainsi que les orientations (CP) issues du pilier 2 de la directive solvabilité 2, elle a pour vocation une meilleure cohérence des risques identifiés notamment pour les risques opérationnels.



Ce classement des risques opérationnels basés sur le socle de la formule standard complété par les directives émises par l'EIOPA. Il pourra être revu dans le cadre de la révision annuelle de la cartographie des risques propres à l'Institution. Elle évolue en fonction du contexte global (réglementaire, technique, informatiques...)

Outils de suivi des risques

Les risques opérationnels sont suivis via :

- Une base des incidents opérationnels

Par incident opérationnel, il faut entendre « événement qui conduit à dégrader la qualité du service rendu et/ou la capacité opérationnelle des processus constituant les missions de l'Institution ». Cette définition est volontairement large car elle se doit de couvrir la globalité des incidents remontés.

On peut citer de façon non exhaustive :

- o Indisponibilité des systèmes informatiques,
 - o Prélèvement ou virement sur des comptes inappropriés,
 - o Fraude interne,
 - o Mode opératoire ou procédure incomplète,
 - o Versements indus
 - o Erreurs de paramétrage, conception ou implémentation de système d'informations
 - o Non-respect de la confidentialité
 - o Erreur humaine lors de la réalisation d'une opération
 - o Absence de veille juridique, fiscale et réglementaire
- La cartographie des risques, définie pour chacun des éléments suivants :
 - o Description du risque
 - o Facteur de risque
 - o Processus concerné
 - o Service concerné
 - o Méthode de valorisation
 - o Notation du risque brut : estimé à partir d'une matrice probabilité/impact
 - o Description de l'action de maîtrise
 - o Notation du risque net : obtenu à partir de l'intégration d'une action de maîtrise
 - Les principes qui prévalent à la construction de la cartographie des risques sont les suivants :
 - Les risques peuvent être directement intégrés selon 2 méthodes (ascendante et descendante) permettant ainsi de recueillir toutes les sources de risques depuis les risques les plus stratégiques jusqu'aux risques opérationnels
 - Les risques définis sont la synthèse des entretiens entre les responsables de l'Institution et le responsable de la gestion des risques
 - La fonction d'audit interne alimente la cartographie des risques dès lors que des écarts significatifs sont constatés (émergence de nouveaux risques, défaillance ou insuffisance de moyens concourant à la maîtrise des activités des processus)
 - Le dispositif de contrôle interne, dès lors que ce dernier constate des défaillances importantes liées à un risque révélé intervenant au sein des processus
 - Analyse des incidents opérationnels

3.5.2. Concentration associée au risque opérationnel

Les travaux réalisés dans le cadre de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité a montré que la CAPSSA n'avait pas de risque opérationnel majeur en 2019.

3.5.3. Valorisation, suivi et atténuation des risques opérationnels

La gestion des risques opérationnels est décrite dans une politique spécifique qui la présente de manière détaillée. Elle est actualisée et validée annuellement par le Conseil d'administration. Elle reprend donc les items développés : identification des risques, modélisation des risques, quantification des risques, pilotage des risques et reporting des risques. Ils sont également suivis via une base des incidents opérationnels et par les évolutions de la cartographie des risques.

Les risques opérationnels sont valorisés de façon globale par le SCR opérationnel.

Néanmoins, des approches unitaires sont mises en place. Elles se basent d'une part sur le suivi d'indicateurs (ratio, historique, analyse de la base des incidents opérationnels) et d'autre part sous la forme d'un scoring associant les impacts à l'occurrence.

Les éléments d'atténuation du risque sont précisés pour chacun des risques identifiés dans le cadre de la cartographie des risques. Il s'agit principalement du déploiement de moyens humains ou matériels.

La pertinence des méthodes d'atténuation fait l'objet d'une évaluation annuelle (ou infra annuelle si besoin) par :

- Le responsable de la fonction gestion des risques
- Le contrôle interne
- Les dirigeants effectifs sur la base de critères quantitatifs (par exemple : nombre d'incident, délai, ...) et qualitatifs. Cette évaluation pourra être complétée par un audit diligenté par le porteur de ladite fonction.

Le suivi et le pilotage des risques opérationnels sont réalisés au travers :

- Du contrôle interne qui dans le cadre de ses missions s'assure de la définition, des mises à jour et du respect des procédures ;
- De l'auditeur interne qui au travers de ses fonctions pourra évaluer l'organisation, les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne mis en place pour faire des recommandations ;
- De la gestion des risques apte à détecter et mesurer de potentiels risques opérationnels ainsi que la pertinence de moyens de maîtrise
- De l'ensemble des responsables qui doivent faire remonter aux dirigeants effectifs l'ensemble des difficultés rencontrées tout comme les suggestions d'amélioration ou de rationalisation des circuits de fonctionnements
- D'analyse de la base des incidents

3.5.4. Situation à fin 2019 et perspectives 2020

Sur la base de l'analyse réalisée en 2019, les principaux risques bruts identifiés sont :

- Une difficulté dans la réalisation d'une action : erreur humaine, données de qualité insuffisante, mauvaise application des procédures, insuffisance dans la formalisation des contrôles ...
- L'indisponibilité des systèmes d'informations

Des plans d'actions ont été arrêtés par la direction. Ils font l'objet d'un suivi par le Comité des Risques qui regroupe les dirigeants effectifs et les responsables opérationnels.

La cartographie a été mise en œuvre avec pour socle la formule standard ainsi que les orientations (CP) issues du pilier 2 de la directive solvabilité 2, elle a pour vocation une meilleure cohérence des risques identifiés notamment pour les risques opérationnels.

La gestion des incidents a été ainsi revue, une base incident est partagée et enrichie par chaque propriétaire du risque, une quantification plus fine des impacts de chaque risque sera produite en 2020.

3.5.5. Analyse de la résilience du dispositif

En complément, l'Institution a élaboré et analysé un ensemble approprié de simulations relatives aux risques opérationnels basé à tout le moins sur les approches suivantes :

Test	Menace	Moyen de secours
Défaillance d'un processus clé		
<i>Païement des prestations</i>	<i>Absence de « valideurs »</i>	<i>Organisation en amont des congés pour assurer la disponibilité des équipes</i>
	<i>Absence de signataires</i>	<i>Organisation en amont des congés pour assurer la disponibilité d'au moins deux signataires comptables et deux signataires administratifs</i>
	<i>Indisponibilité partielle ou totale de la fibre optique numérique</i>	<i>Mise en œuvre de la procédure de secours (via une ligne indépendante); voire de la procédure dégradée (dépôt du fichier des paiements directement à l'agence bancaire)</i>
<i>Gestion de la trésorerie</i>	<i>Absence des exécutants</i>	<i>Documentation ad-hoc des procédures</i>
Défaillance de membres du personnel clés		
<i>Actuariat</i>	<i>Indisponibilité</i>	<i>Procédures documentées pour les cabinets d'actuariat externes</i>
Défaillance d'un système clé		
<i>Panne des serveurs</i>	<i>Indisponibilité partielle ou totale du système d'informations (SI)</i>	<i>Plan de sauvegarde informatique (PRA)</i>
Occurrence d'événement externe		
<i>Dommages immeuble</i>	<i>Indisponibilité partielle ou totale des locaux</i>	<i>Plan de reprise de l'activité</i>
<i>Pandémie</i>	<i>Indisponibilité partielle ou totale du personnel</i>	<i>Plan de reprise de l'activité</i>

3.6. Autres risques importants

Les autres risques importants sont inhérents à la définition de la stratégie et à l'adaptation et la résilience de l'Institution à l'environnement dans lequel elle évolue.

Libellé	Impact Net	Occurrence Nette	Niveau du Risque Net
Réputation	Elevé	Exceptionnelle	Modéré
Recommandation	Fort	Elevé	Majeur
Evolution environnement économiques, politiques et réglementaires	Fort	Elevé	Majeur

Les travaux menés en 2019 dans la cadre de l'ORSA ont fait ressortir l'importance des risques :

- Réputation
- Recommandation
- Evolution environnement économiques, politiques et réglementaires

Ces risques sont donc identifiés dans le processus de surveillance des risques. Ils sont suivis par un plan de remédiation.

La surveillance de ces risques vise à mettre en place un dispositif permettant d'actualiser régulièrement sa visibilité sur ses risques et de se donner la capacité de les piloter de manière efficace.

Des points de vigilance sont toutefois à souligner :

- Le management des connaissances dans un contexte de départ en retraite et d'accroissement des compétences pour gérer les impacts réglementaires (activités et tâches très spécialisées en hausse)
- La rationalisation des outils de gestion dans un contexte tourné vers la charge de la preuve de la qualité des données, de sa traçabilité et de sa sécurité
- Les exigences vis-à-vis des prestataires de service, ces derniers étant en charge de respecter le cadre réglementaire Solvabilité 2, le Règlement Général de la Protection des Données, et la politique de sous-traitance.

3.7. Autres informations

• Analyse des tests de résistance

Dans le cadre de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité produite en 2019 sur base 31/12/2018, des tests de résistances du profil de risque ont été effectués. Ils ont consisté à déformer les hypothèses du scénario central, regroupées en quatre familles, repris ci-après :

Hypothèses macro – économiques

	Méthode	Données du scénario 2018	Niveau à fin 2018	Proposition scénario central 2019
Progression des Indices Actions	A dire d'expert	+5,00 %	-10,95 %	+19 %
Courbe des taux sans risque			Utilisation de la courbe publiée par l'EIOPA	Utilisation de la courbe publiée par l'EIOPA
Evolution de l'inflation	Cristallisation du dernier taux publié par l'INSEE	0,2 %	1,8 %	+ 1,3 %
Evolution annuelle des loyers	Cristallisation du dernier indice des loyers tertiaires publié par l'INSEE	+1,54 % taux à fin septembre 2017	+1,54 % sur base taux à fin décembre 2018	+1,00 %
Evolution annuelle du capital	cristallisation du dernier indice EDHEC IEIF Immobilier Entreprise France	+1,5 % sur base taux à fin décembre 2017	+1,5 % sur base taux à fin décembre 2018	+1,5 %

Hypothèses relatives aux encaissements

	Méthode	Données du scénario 2018	Niveau à fin 2018	Proposition scénario central 2019
Revalorisation économique	A dire d'expert	+1,00 %	+1,00 %	+1,00 %
Revalorisation pluriannuelle minimale	A dire d'expert	0 %	0 %	0 %

Les hypothèses techniques

	Méthode	Données du scenario 2018	Niveau à fin 2018	Proposition scenario central 2019
Tables de Mortalité ou de maintien en invalidité	Utilisation des tables officielles corrigées de coefficients propres à l'institution sous réserve de calculs jugés fiables de ceux-ci	TH 02, TF 02, TGH 05, TF 05, Tables BCAC	-	TH 02, TF 02, TGH 05, TF 05, Tables BCAC
Répartition démographique des nouveaux entrants pour les rentes d'invalidité	Cristallisation des dernières statistiques observées sur le portefeuille de l'Institution	Age moyen : 52 ans	Age moyen : 51 ans et 5 mois	Age moyen : 51 ans
Répartition démographique des nouveaux entrants pour les rentes d'éducation	Cristallisation des dernières statistiques observées sur le portefeuille de l'Institution	% de garçons : 44,0 % Age moyen : 17 ans et 4 mois	% de garçons : 49,0 % Age moyen : 16 ans et 1 mois	% de garçons : 57,0 % Age moyen : 18 ans et 10 mois
	Méthode	Données du scenario 2018	Niveau à fin 2018	Proposition scenario central 2019
Répartition démographique des nouveaux entrants pour les rentes de conjoint	Cristallisation des dernières statistiques observées sur le portefeuille	% d'hommes : 67,7 % Age moyen : 56 ans et 4 mois	% d'hommes : 67,7 % Age moyen : 56 ans	% d'hommes : 70,93 % Age moyen : 56 ans
Prestation moyenne mensuelle	Cristallisation des dernières statistiques observées sur le portefeuille pour la survénance sous revue	RE : 321,6 € RC : 302,0 € PI : 482,5 €	RE : 338 ,28 € RC : 300,33 € PI : 459,84 €	RE : 316.75€ RC : 294.9 € PI :445.97 €

Ratio de sinistralité	Moyenne des trois dernières survenances vues à fin 2017	PI : 72,8 % Décès et accessoires : 79,8 %	PI : 86,5 % Décès et accessoires : 86 %	PI : 76% Décès et accessoires : 79.3%
-----------------------	---	--	--	--

Hypothèses relatives aux prestations

	Méthode	Données du scénario 2018	Niveau à fin 2018	Proposition scénario central 2019
Revalorisation économique	A dire d'expert	+1,00 %	+1,00 %	+1,00 %
Revalorisation pluriannuelle minimale	A dire d'expert	0 %	0 %	0 %

Ainsi, dans le cadre de la réalisation de l'ORSA 2019, les instances de l'Institution avaient décidé de tester les scénarios ci-après :

Les différents scénarios vont se consacrer (à partir des chocs de la formule standard (= scénario central) à stresser le modèle économique pour apprécier la déformation des résultats en matière de solvabilité par impact sur les fonds propres

- **Scénario I**

Hausse simultanée des S/P (sinistre/prime) de 20 % en 2019 sur toutes les garanties

Il est supposé que la sinistralité se dégraderait en 2019. Ainsi, on noterait une augmentation de 20 % des ratios de sinistralité sur l'ensemble des risques.

- **Scénario II**

Baisse simultanée des taux d'intérêts ainsi qu'une baisse du marché actions complémentaire de 20% par rapport au scénario central.

Il est supposé que l'Institution devrait faire face sur 2019 à une baisse de 20% des marchés actions. En parallèle, la courbe des taux d'intérêt retenue pour l'ensemble des calculs sur la période 2019 – 2020 est prise en référence de la courbe des taux sans risque publié par l'EIOPA diminuée de 50 points de base à partir de 2020.

- **Scénario III**

Simultanéité (cumul des chocs de la formule standard et des chocs des scénarios I à II avec une situation de « run – off » à compter de 2019)

- **Scénario IV**

Prise en compte dans le modèle de décisions de revalorisation des prestations en cours de service en tenant compte d'évolutions possibles des cotisations sur la période de projection : stabilité des cotisations et revalorisation des prestations de 1 % par an (à compter de 2019)

L'intérêt de ce scénario réside dans le fait de connaître l'évolution de la solvabilité projetée dans la cadre de décisions « économiques ». En effet les décisions budgétaires étant connues (sur les engagements et les provisions), ce scénario propose de mesurer l'impact des revalorisations en matière de solvabilité en fonction du contexte économique (croissance ou non des cotisations)

Sur des bases provisoires et en supposant une stabilité intégrale des méthodes, l'Institution couvrirait ses SCR, MCR et Besoin Global de Solvabilité sur la période de planification.

Taux de couverture du SCR	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<i>Scenario central</i>	382%	361%	363%	344%	342%	333%
<i>Scenario I</i>	382%	322%	304%	273%	260%	242%
<i>Scenario II</i>	382%	361%	338%	329%	334%	326%
<i>Scenario III</i>	382%	322%	322%	323%	331%	336%
<i>Scenario IV</i>	328%	333%	337%	322%	320%	312%

- **Prêts de l'entreprise d'assurance**

Dans le cadre de son fonds social, l'institution peut octroyer des prêts. Ainsi, au 31 décembre 2019, 4 prêts étaient en cours de remboursement.

Date de Commission	Montant total	Montant non remboursé
d'Action Sociale	du prêt	au 31/12/2019
31/05/2017	1 800.00 €	400,00 €
18/04/2018	2 400.00 €	600.00 €
04/09/2019	3 000.00 €	3 000.00 €

- **Engagements hors bilan**

Les engagements hors bilan s'élèvent au 31 décembre 2019 à 17 104 K€ (23 959 K€ au 31 décembre 2018).

Il s'agit principalement d'engagements financiers portant sur les fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI), agréés par l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui ont vocation à favoriser le renforcement des fonds propres d'entreprises non cotées sur les marchés réglementés.

Dépendance entre les sous modules :

Du fait de la taille et de la nature de son activité, l'Institution n'a pas pu estimer les dépendances entre les différents modules du SCR. De fait et dans une approche prudente, les agrégations ont été réalisées, le cas échéant, avec les matrices de corrélation de la formule standard quand elles existaient et en supposant l'absence de corrélation dans les autres cas. Cela tend à être une approche prudente car elle suppose qu'il n'existe pas de diversification.

4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Cette partie a pour objectif de présenter les méthodes utilisées pour valoriser les éléments d'actifs et de passifs en norme prudentielle. Pour chacun des postes, il sera également analysé l'écart entre les valeurs obtenues et les valeurs du référentiel comptable.

Les principaux principes et donc ajustements opérés sont :

- La comptabilisation des placements en valeur de marché et non plus en valeur comptable ;
- Le calcul des provisions en approche économique ou best estimate ;
- La constatation d'impôts différés.

4.1. Placements Financiers

4.1.1. Classement

Le classement des titres est réalisé dans les comptes sociaux, conformément aux principes comptables français. Pour ventiler les actifs dans le bilan à des fins de solvabilité, il a été, majoritairement, retenu le code CIC comme critère.

Classe d'actifs	Type de produits
Actions	Actions, parts sociales dans les banques, œuvres d'arts
OTF	Obligations d'entreprise à taux fixe, obligations foncières, FPS
OAT	Obligations d'Etat (OCDE ou EEA), bons du trésor (BTF, BTAN)
OTV	Obligations d'entreprise à taux variable
OATi	Obligations indexées sur l'inflation
Actions Stratégiques - Participations	Participations
Immobilier de Placement	OPCI, SCI, FCPI, Immobilier
Monétaire	Livrets, comptes à terme, contrats de capitalisation, prêts, OPCVM monétaire, dépôts SFG, TSR et TSDI, certificats de dépôt, billets de trésorerie, CDN, BMTN, livrets institutionnels
Obligations Perpétuelles	Obligations perpétuelles
OPCVM Diversifiés	OPCVM, FCP, EMTN, bons de souscription, contrats à terme
OPCVM UC	OPCVM UC
Actions Stratégiques - Private Equity	Capital-investissement, fonds de placements privés, FPCI
Immobilier d'Exploitation	Immobilier d'exploitation
Obligation convertibles	Obligations convertibles
Avoirs en banque	Banques, Prêts du fonds social

4.1.2.Méthode de valorisation

Lors de l'établissement des états financiers en norme sociale, la valorisation des actifs est réalisée en fonction de la réglementation en vigueur.

Ainsi pour la valorisation en norme sociale, les règles énoncées par l'article R 931-1-42 du code de la Sécurité Sociale – modifié par le décret n°98-219 du 27 mars 1998 art.2 sont prises en compte.

Pour les titres inscrits en comptabilité hors coupon couru en application des articles R. 931-10-40 et R. 931-10-41, il y a lieu de déduire de l'évaluation prévue au présent article les intérêts courus depuis la dernière échéance jusqu'à la date de l'inventaire.

Lors de l'établissement des états prudentiels, les actifs sont valorisés à leur valeur économique ou valeur de marché.

- Placements immobiliers : La valorisation se base sur une valeur d'expertise émise par un expert immobilier étant soumis à l'approbation de l'ACPR
- Parts d'OPCVM : La valorisation correspond à la dernière valeur liquidative publiée au jour de l'inventaire
- Fonds en dépôt : La valorisation est égale à leur valeur de remboursement qui intègre le montant des intérêts courus à la date d'arrêt
- Obligations : La valeur actuelle des titres à la date de clôture est prise en compte ; celle-ci est obtenue auprès des valorisateurs et reflète les transactions de marchés
- Prêts : La valorisation correspond à la valeur d'origine du prêt diminué des remboursements déjà intervenus
- Parts de Private Equity – FCPI : Ces dernières sont valorisées à la valeur actuelle correspondant aux prix du marché. Cette valorisation est validée par le commissaire aux comptes de la société de gestion, comme le prévoit le règlement du fonds.

De surcroît, il est à noter, que dans le cadre de l'inventaire permanent des placements réalisé par l'Institution, le caractère durable de la dépréciation n'est pas pris en compte pour le calcul de la provision associée. Les comptes sont impactés de la dépréciation totale constatée à la date d'inventaire.

Dès lors, pour ces titres, il y a égalité entre la valorisation des actifs à des fins de solvabilité et celles utilisées pour leur valorisation dans les états financiers. Les titres qui présentent une plus-value latente, ne font pas l'objet de correction de valeur comptable et restent comptabilisés au prix d'acquisition.

4.1.3. Valorisation comptable et prudentielle

La valeur de marché des placements au 31 décembre 2019 se monte à 1 083.2 millions d'euros en hausse de 3,5%.

Placements au 31 décembre 2019	Valeur de marché	Valeur de marché (%)	Valeur nette comptable	Nombre de titres
Fonds d'investissements	865 773 003	79,93%	826 844 420	39
Private Equity	63 128 764	5,83%	52 951 635	19
Obligations d'entreprises	40 795 044	3,77%	40 500 000	5
Titres structurés	39 538 849	3,65%	39 197 849	2
Immobilier direct & indirect	36 792 135	3,40%	36 138 853	5
Participations	19 501 872	1,80%	19 501 872	1
Trésorerie Dépôts	17 640 556	1,63%	17 701 003	2
Total général	1 083 170 224	100,00%	1 032 835 633	73

4.2. Provisions techniques

De façon générale, les provisions techniques sont la valeur présente des engagements auprès des assurés sur les contrats en cours.

En norme sociale, elles sont calculées sur la base des informations connues à la date d'inventaire et en intégrant un taux technique dont la méthode de calcul figure dans le code de la Sécurité Sociale.

En norme prudentielle, une approche dite « économique » est retenue. Ainsi, il est pris en compte une potentielle revalorisation des prestations ainsi que l'évolution des frais de gestion. Enfin, l'actualisation est réalisée sur la base d'une courbe des taux fournie par l'EIOPA.

Les provisions techniques prudentielles se décomposent en deux parties : les provisions dites « best estimate » et la marge de risque. La première correspond à la valeur actualisée selon une courbe des taux sans risque de tous les flux futurs vraisemblables (cotisations, prestations, frais, fiscalité, ...). Elle se décompose en une provision de prime et une provision de sinistre.

La marge de risque est le montant qu'il faut rajouter aux provisions Best Estimate de manière à garantir que la valeur des provisions techniques est équivalente au montant que les organismes d'assurance demanderaient pour reprendre et honorer les engagements

4.2.1. Classement des provisions

Il est indiqué, dans le tableau ci-après, la classification des risques retenue dans le cadre des présents calculs.

	Nature de la provision	Ligne de métier	Classement
Décès, Frais d'obsèques	PM & PSAP & IBNR	32	Life
Rente de conjoint	PM & PSAP & IBNR	32	Life
Rente éducation	PM & PSAP & IBNR	32	Life
Maintien Garantie Décès	PM & PSAP & IBNR	32	Life
Invalidité	PM & PSAP & IBNR	33	Santé SLT

Les provisions de sinistres invalidité ont été classées dans la catégorie « Santé – Techniques assimilables à la vie », les provisions de primes invalidité en « Santé – Non Vie », les autres provisions ont été classées en Vie.

4.2.2. Hypothèses de passifs

Les provisions de sinistres connus d'invalidité et de rentes (éducation, orphelin, conjoint) ont été calculées sur les bases suivantes :

- Sélection des individus en cours de paiement d'une prestation au 31 décembre 2019
- Courbe des taux sans prise en compte de l'ajustement de volatilité publiée par l'EIOPA
- Utilisation des tables officielles de maintien (BCAC pour l'invalidité) ou de mortalité (TGH_TGF 2005 pour les rentes de conjoint et les rentes d'éductions)
- Utilisation de la table de mortalité des invalides du BCAC après prise en compte d'un coefficient d'abattement de 20% du fait d'un taux de décès réel inférieur au niveau théorique ;
- Utilisation d'une loi de poursuite d'étude d'expérience pour les rentes d'éducation
- Taux annuel de revalorisation de 1 % sur l'ensemble des garanties

Ce dernier est déterminé à partir de l'historique des taux passés, décidés et validés par les Instances.

Les hypothèses de frais sont construites à partir des données observées à fin 2019. Elles incluent donc l'ensemble des charges d'acquisition, de gestion des sinistres, d'administration et de gestion des placements. Elles intègrent une évolution future cohérente avec les constatations passées. Ainsi, il a été supposé une hausse annuelle équivalente à l'inflation constatée à fin 2019, soit 1,5 %.

Les provisions de primes ont été calculées en se basant sur le principe qu'au 31 décembre n, les organismes adhérents ne peuvent plus dénoncer leur contrat. Dès lors, l'Institution est engagée pour une année supplémentaire et à ce titre, des provisions Best Estimate de primes doivent être comptabilisées. Le modèle projette une année de cotisations futures (hors affaires nouvelles) ainsi que les sinistres et frais futurs afférents à ces cotisations ; l'actualisation de ces flux donne le Best Estimate de primes qui se base également sur les cotisations à recevoir. Ces dernières n'apparaissent plus dans les bilans prudentiels conformément aux recommandations de l'ACPR.

Les autres provisions ont été calculées en actualisant les flux obtenus à partir des cadences observées. Ces paramètres sont déterminés à partir de l'analyse des triangles de déclarations des sinistres. Ils font l'objet d'une révision annuelle.

4.2.3. Prise en compte de mesures spécifiques Solvabilité 2

L'ensemble des calculs a été réalisé sans prise en compte des mesures spécifiques Solvabilité 2. Ainsi, il n'a pas été retenu :

- La courbe des taux sans risque transitoire visée à l'article 308 quater de la directive 2009/138/CE ;
- La déduction transitoire visée à l'article 308 quinquies de la directive 2009/138/CE ;
- L'ajustement égalisateur visé à l'article 77 ter de la directive 2009/138/CE ;
- La correction pour volatilité visée à l'article 77 ter de la directive 2009/138/CE.

4.2.4. Calcul de la Marge Pour Risque

La marge de risque du portefeuille global d'engagements d'assurance est calculée selon la simplification dite méthode 3 présentée dans l'orientation 62 des orientations complémentaires de l'EIOPA relative à la valorisation des provisions techniques (EIOPA BoS - 14/166 FR).

La marge de risque a été calculée sur le portefeuille global des engagements de l'Institution en retenant le niveau de coût du capital défini par l'EIOPA, à savoir 6 %. Elle a ensuite été ventilée par ligne de métiers au prorata des provisions Best Estimate.

4.2.5. Evolution de la valorisation prudentielle

Au 31 décembre 2019, les provisions en norme prudentielle s'élèvent à 834,2 M€ toutes garanties confondues.

Garantie (en millions d'euros)	Best Estimate de sinistres avec frais	Best Estimate de primes	Marge de risque	Best Estimate global 2018 (hors RM)	Best Estimate global 2019 (hors RM)	Variation en M€	Variation en %
Provisions techniques Santé	367,3	00,0	3,3	349,4	367,3	17,9	5,1%
Provisions techniques Vie	487,6	-10,3	9,7	446,0	477,3	31,3	7,0%
Provisions techniques Non Vie	-	-10,3	0,7	-11,7	-10,3	01,4	-11,6%
Total	854,9	-20,7	13,7	783,7	834,2	50,5	6,4%

La hausse des provisions entre fin 2018 et fin 2019 ressort à 6.4%, soit 50.5M€. Il s'explique principalement par :

- La hausse des PM Maintien garantie décès des invalides due essentiellement à la hausse significative du montant du capital moyen retenu pour les calculs suite à l'amélioration de la garantie décès.
- La croissance des PM Rentes de conjoint tenant essentiellement à la revalorisation du CA de 1.5% à la hausse du nombre de dossier.
- L'augmentation de la PM Invalidité s'explique par la revalorisation /amélioration du CA.
- La baisse de la courbe des taux publiée par l'EIOPA.

4.2.6. Ecart avec les provisions en norme sociale

L'écart avec les provisions en norme sociale, avec un taux de frais de gestion à hauteur de 4.14%, tient à la prise en compte d'une part d'une revalorisation future des prestations et d'autre part de la courbe des taux publiée par l'EIOPA.

Garantie (en millions d'euros)	Provision technique en norme prudentielle	Provision technique en norme sociale	Variation en M€	Variation en %
Provisions techniques Santé	367,3	346,4	20,9	6,0%
Provisions techniques Vie	477,3	519,5	-42,3	-8,1%
Provisions techniques Non Vie	-10,3	-	-10,3	
Total	834,2	865,9	-31,7	-3,7%

4.2.7. Niveau d'incertitude

Tous les calculs ont été réalisés sur la base de méthodes déterministes et dès lors l'incertitude n'est intégrée dans les données qu'au travers des hypothèses utilisées. Celle-ci tiendrait à deux facteurs :

- Le comportement des prestataires en cours d'indemnisation qui pourrait s'éloigner de celui attendu par les tables utilisées, tant en terme de longévité que de mortalité ;
- Des facteurs exogènes qui se traduiraient par une augmentation sensible des taux d'entrée dans le risque et une insuffisance, entre autre, des provisions pour sinistres inconnus.

La qualification de cette incertitude repose aujourd'hui sur l'appréciation de la suffisance des provisions que tous les indicateurs de suivi mis en place tendent à démontrer.

4.3. Impôts différés

Pour déterminer les stocks d'impôts différés actifs et passifs, une comparaison poste par poste des éléments du bilan prudentiel à ceux du bilan fiscal a été réalisée conduisant à valoriser des différences entrant ou non dans le bilan prudentiel. Des impôts « différés » sont valorisés.

Ces évaluations ont été réalisées en retenant un taux d'impôt sur les sociétés de 33,33 % jusqu'en 2019. Il a ensuite été intégré la dégressivité prévue par les textes de loi jusqu'à 25 %. Il a également été intégré 1,10 % au titre de la contribution économique territoriale (CET).

Sur ces bases, le bilan prudentiel au 31 décembre 2019 contient 34.3 M€ d'impôts différés passif et 10.5 M€ d'impôts différés actif. Le solde ne générant pas de fonds propres supplémentaires, pourra être utilisé dans le calcul du SCR.

4.4. Autres actifs & autres passifs

Les actifs incorporels ont été retenus pour une valeur nulle et ce quel que soit leur nature. Ces annulations donnent théoriquement droit à la constatation d'un impôt différé.

Les autres actifs, principalement les créances, ont été valorisées sur la base de la valeur retenue dans les comptes sociaux.

Les autres passifs, principalement les dettes fiscales et sociales, ont été valorisés sur la base de la valeur retenue dans les comptes sociaux.

4.5. Méthodes de valorisation alternatives

Il n'a pas été fait appel à des méthodes de valorisations alternatives.

Afin de garantir au mieux la comparaison des résultats de l'Institution, les paramètres du modèle standard seront maintenus dans le temps.

5. GESTION DU CAPITAL

5.1. Fonds propres admis en couverture

5.1.1. Principes de gestion du capital en norme sociale

A fin 2019, les fonds propres de l'Institution sont représentés comptablement, en norme sociale, par les postes : réserves et résultat de l'exercice. Ils ont pour objectif de financer la solvabilité requise des activités de l'Institution. Celle-ci, à ce jour, ne fait appel ni à des fonds propres auxiliaires, ni à des titres subordonnés. L'ensemble des fonds est donc disponible et ce sans aucune restriction.

Normes sociales	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018	Δ
Fonds propres			
Réserves	203,5	195,8	7,7
Résultat de l'exercice	3,0	7,7	-61,7%
Passifs subordonnés	-	-	-

Les postes mentionnés ci-avant n'évoluent donc qu'au moment des arrêtés avec l'affectation du résultat comme indiqué ci-après :

- Réserve pour fonds Paritaire de Garantie : le montant est augmenté à hauteur de ce qui est demandé par le Centre Technique des Institutions Paritaires (C.T.I.P) ;
- Réserve du Fonds Social : le montant est ajusté du résultat du compte de l'action sociale ;
- Réserve Spéciale de Solvabilité : le montant est doté conformément au résultat et à l'imposition progressive de l'Institution ;
- Autres réserves : le solde du résultat est affecté ou repris.

Les propositions d'affectations sont réalisées par le service comptable, conformément à l'ordre énoncé ci-avant. Elles sont ensuite validées par les administrateurs dans le cadre de l'approbation des comptes de l'Institution.

5.1.2. Ecart avec le bilan social et prise en compte de mesures spécifiques S2

Le passage en norme solvabilité II conduit à une réévaluation à 1 125,2M€, du bilan. Les principaux écarts sont :

+ 40M€ sur l'OPCVM

+ 34M€ Impôts différés passifs

- 32M€ Provisions

Du fait de l'absence de recours aux mesures transitoires, celles-ci n'ont pas d'impact sur la constitution du bilan en norme prudentielle.

5.1.3. Composition des fonds propres en norme prudentielle

Les compositions des fonds propres disponibles, à fin 2019, aux couvertures du SCR et du MCR sont intégrées dans le tableau ci-après :

En M€	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres disponibles & éligibles à la couverture du SCR	241,3			

5.2. Capital de solvabilité et minimum de capital requis

5.2.1. SCR, MCR et ratios de couverture

Au 31 décembre 2019, le SCR ressort à 73 M€ ce qui conduit à un ratio de couverture de 330 %.

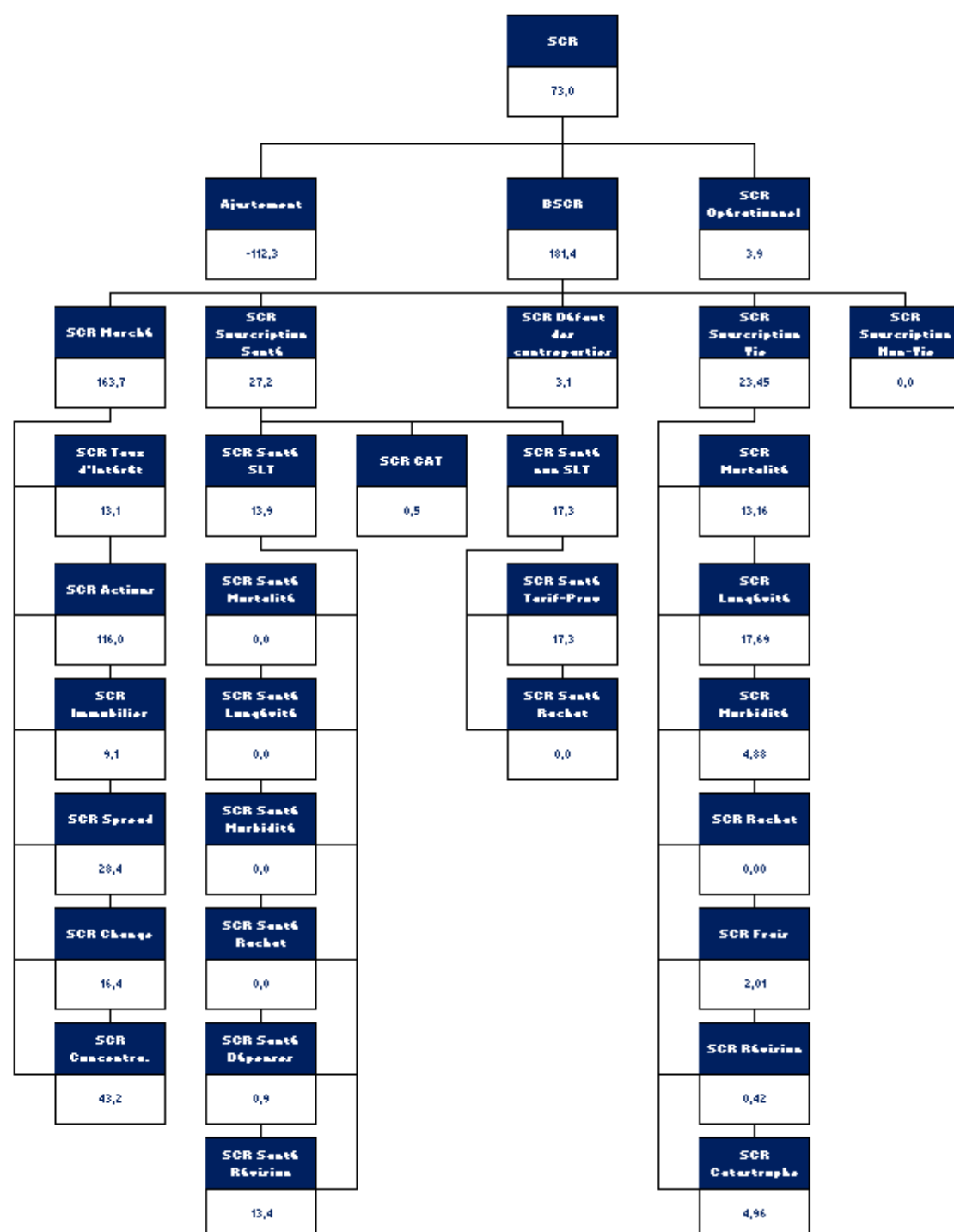
	Au 31/12/2018	Au 31/12/2019	Δ
SCR	63,7	73,0	9,4
Fonds propres éligibles	243,8	241,3	-2,5
Ratio de couverture du SCR	383%	330%	-53pdb

L'évolution du MCR est expliquée ci-après mais globalement la baisse est due à une modification de la courbe des taux EIOPA, la structure du portefeuille. Ainsi au 31 décembre 2019, le MCR ressort à 32,9 M€ ce qui conduit à un ratio de couverture de 734 % en diminution de 117 pdb.

	Au 31/12/2018	Au 31/12/2019	Δ
MCR	28,6	32,9	4,2
Fonds propres éligibles	243,8	241,3	-2,5
Ratio de couverture du MCR	851%	734%	-117pdb

5.2.2. Décomposition du SCR par module de risque à fin 2019

Au 31 décembre 2019, la décomposition du SCR par module de risque se présentait comme suit :



5.2.3. Evolution des composantes du SCR

SCR (montants en millions)	Données au 31/12/2018	Données au 31/12/2019	Variation (M€)	Variation (en %)
----------------------------	--------------------------	--------------------------	-------------------	---------------------

SCR	63,7	73,0	9,3	14,6%
Ajustement par les provisions	-78,1	-88,7	-10,6	13,6%
Ajustement par les impôts différés	-19,9	-23,6	-3,7	18,4%
SCR opérationnel	3,9	3,9	0,0	-1,0%
BSCR	157,8	181,4	23,6	15,0%

SCR marché	138,3	163,7	25,4	18,4%
Risque de taux d'intérêt	23,3	13,1	-10,2	-43,7%
Risque action	85,3	116,0	30,7	36,0%
Risque immobilier	14,8	9,1	-5,7	-38,4%
Risque de spread	25,4	28,4	3,0	11,7%
Risque de taux de change	15,0	16,4	1,4	9,4%
Risque de concentration	25,8	43,2	17,4	67,3%

SCR de souscription santé	30,8	27,2	-3,6	-11,5%
SCR Santé SLT	12,9	13,9	1,0	7,6%
Risque de mortalité SLT	0,0	0,0	0,0	
Risque de longévité SLT	0,0	0,0	0,0	
Risque de morbidité SLT	0,0	0,0	0,0	
Risque de rachat SLT	0,0	0,0	0,0	
Risque de frais SLT	0,5	0,9	0,4	80,0%
Risque de révision SLT	12,6	13,4	0,8	6,4%
SCR CAT	10,1	0,5	-9,6	-94,8%
SCR Accident Masse	0,1		-0,1	-100,0%
SCR Concentration	10,0	0,5	-9,5	-94,8%
SCR Pandémie	0,0		0,0	
SCR Santé non SLT	17,5	17,3	-0,2	-0,9%
Risque de primes et provisions non SLT	17,5	17,3	-0,2	-0,9%
Risque de rachat non SLT	0,0	0,0	0,0	

SCR de souscription Vie	23,1	23,4	0,3	1,5%
Risque de mortalité LIFE	14,7	13,2	-1,6	-10,7%
Risque de longévité LIFE	14,6	17,7	3,1	21,0%
Risque de morbidité LIFE	03,6	04,9	1,2	34,2%
Risque de rachat LIFE	00,0	00,0	0,0	
Risque de frais LIFE	04,0	02,0	-1,9	-49,1%
Risque de révision LIFE	00,3	00,4	0,1	44,4%
Risque CAT LIFE	05,0	05,0	0,0	0,0%

SCR défaut	01,9	03,1	1,2	61,0%
-------------------	-------------	-------------	------------	--------------

SCR non-vie	00,0	00,0	0,0	
--------------------	-------------	-------------	------------	--

Le SCR est le capital cible que doit détenir l'Institution pour absorber les chocs auxquels elle devrait faire face. Chacun des modules, présentés ci-après, correspond à une mesure d'un risque qui peut être de nature financière ou assurantielle.

L'évolution du SCR tient donc à plusieurs types de facteurs :

- Des effets de modèles

Les travaux menés en 2018 et en 2019 ont permis de détecter des améliorations à apporter au modèle. L'évolution réglementaire a conduit à une montée de version de notre modèle. Une étude d'écart a été menée pour assurer la pérennité du modèle et ses résultats.

Ainsi, il a été procédé à une adaptation du modèle pour intégrer la différence entre les rythmes de liquidation de l'invalidité et du maintien garantie décès.

- Des effets conjoncturels

La variation de la courbe des taux d'intérêts, l'inflation, la variation des marchés financiers ainsi que la sinistralité propre de l'Institution, qui reflète l'environnement dans lequel elle évolue, ont un impact direct sur le résultat du calcul.

Sur la base de la situation à fin décembre 2019, le SCR de l'Institution ressort à 73 M€. Il est la résultante de plusieurs SCR spécifiques qui vont être analysés dans la suite de cette partie. Le BSCR ressort à 181,4 M€. Il est la somme corrigée par des matrices de corrélations de SCR des SCR de marchés et de SCR Assurantiel.

- **SCR Marché**

Les calculs ont été réalisés après transposition de la totalité des fonds de types OPCVM, OPCI et FCT présents dans le portefeuille au 31 décembre 2019.

La hausse de 18% du SCR de marché à 163,7 M€ résulte de plusieurs facteurs qui se sont partiellement compensés du fait des matrices de corrélations implémentées dans la formule standard.

Le SCR Action augmente de 36 % à 116 M€ du fait de l'augmentation de valeur des actions et de la conjonction des effets durations transposées sur les actions type1 et type 2 selon la classification des chocs de la formule standard.

La baisse du SCR immobilier de 38 % à 9,1 M€ s'explique essentiellement par l'évolution de l'assiette des actifs soumis au choc.

L'augmentation du SCR spread de 12 % à 28,4 M€ s'explique essentiellement par l'évolution de l'enveloppe d'actifs soumis au risque (qui a compensé l'évolution du portefeuille en terme de duration et de notation).

L'augmentation du SCR change de 9 % à 16,4 M€ s'explique essentiellement par la progression des actifs soumis au risque de change et principalement des expositions des devises.

L'augmentation du SCR concentration de 67 % à 43,2 M€ s'explique essentiellement par l'investissement d'OPCVM SWISSLIFE et CM- CIC.

- **SCR Souscription Santé**

Le SCR de souscription, santé intègre tous les chocs appliqués aux provisions d'invalidité.

Le SCR Souscription Santé – Technique Vie intègre le SCR de dépense qui diminue du fait de la baisse des frais de gestions et d'administration et le SCR de révision qui baisse du fait de la diminution des provisions soumises au risque.

Le SCR Souscription Santé – Technique Non Vie diminue comme les primes soumises au risque.

- **SCR Souscription Vie**

Le SCR de souscription Vie intègre tous les chocs appliqués aux garanties décès, rente d'éducation et rente de conjoint.

Les variations des SCR Vie mortalité, de longévité et morbidité sont la conséquence de l'évolution des passifs soumis au choc.

Ce phénomène cumulé à l'évolution des taux de frais de gestion explique également la variation du SCR de dépense.

- **SCR Défaut**

Le risque de défaut des contreparties de l'Institution est porté uniquement par les avoirs en banque (valeur de marché totale de 28 M€).

L'augmentation du SCR défaut 63% à 3,1 M€ s'explique essentiellement par l'augmentation des avoirs en banque.

- **Facteur d'Ajustement**

La logique qui prévaut au calcul du facteur d'ajustement relatif à la capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques ou par les impôts différés est que l'Institution pourrait compenser ses pertes en modifiant ses hypothèses de calcul des provisions, ou en utilisant son stock d'impôts différés.

Pour mémoire, les provisions en Best Estimate intègrent une revalorisation future et annuelle des provisions. Or celle-ci pourrait ne pas être effective, ce qui permettrait de générer des « économies » en provisions et de fait contribuer au renforcement de la structure bilantielle de l'Institution. Ainsi, ces prestations discrétionnaires pourraient être réduites pour couvrir des pertes imprévues

Les provisions Best Estimate ont été calculées avec un taux de revalorisation économique (1 % pour les calculs à fin 2019). Pour estimer l'ajustement lié à la capacité d'absorption des pertes par les provisions, il a été supposé que celui-ci pourrait être nul.

Du fait de la réévaluation du bilan lors du passage en norme prudentielles, des impôts différés ont été constatés. L'Institution étant en situation d'impôts différés passifs supérieurs aux impôts différés actifs, elle peut utiliser le différentiel comme facteur d'ajustement.

- **SCR Opérationnel**

La hausse s'explique par les variations des cotisations, des prestations et des provisions

5.3. Utilisation du sous module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du SCR

L'Institution n'utilise pas cette option.

5.4. Utilisation d'un modèle interne

L'Institution n'utilise pas de modèle interne pour le calcul du capital de solvabilité.

5.5. Non-respect du MCR et du SCR

L'Institution respecte la couverture réglementaire de son SCR et MCR en 2019.

Les projections ORSA 2019 sur base 31/12/2018 lui permettent annuellement par ailleurs de choquer son modèle pour comprendre les conséquences des risques pris en compte au travers de la mesure de son MCR et SCR et d'en apprécier les limites dans des situations de risques importants.